

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1996-1997

20 MAI 1997

Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

Procédure d'évocation

AMENDEMENTS

N° 1 DE M. COENE ET MME NELIS-VAN LIEDEKERKE

Art. 5

Supprimer le § 1^{er} de cet article.

Justification

Le Conseil d'État a rendu un avis important quant à la compatibilité de cet arrêté royal avec la directive européenne relative à la mise en œuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes.

Voir:

Document du Sénat:

1-612 - 1996/1997:

N° 1: Projet transmis par la Chambre des représentants.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1996-1997

20 MEI 1997

Wetsontwerp tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

Evocatieprocedure

AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN DE HEER COENE EN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE

Art. 5

In dit artikel § 1 doen vervallen.

Verantwoording

Belangrijk is de opmerking van de Raad van State over de verenigbaarheid van dit koninklijk besluit met de Europese richtlijn inzake de gelijke behandeling van mannen en vrouwen.

Zie:

Gedr. St. van de Senaat:

1-612 - 1996/1997:

Nr. 1: Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Le Conseil d'État fait observer expressément que «le régime en projet a pour effet, du moins en ce qui concerne les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois à partir du 1^{er} juillet 1997, que le principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes préconisé par la directive 79/7/C.E.E. ne sera intégralement concrétisé que le 1^{er} janvier 2009. S'il est vrai que la directive concernée prévoit une mise en œuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes, elle date cependant déjà du 19 décembre 1978. Compte tenu de cette constatation, la question se pose de savoir si le régime que le projet entend instaurer de manière progressive, peut encore raisonnablement être considéré comme conforme sinon à la lettre, du moins à l'esprit de la directive 79/7/C.E.E.»

Le VLD estime en outre que la solution prévue par l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux à confirmer n'atteindra pas son objectif.

Des études ont en effet montré que le paiement des pensions deviendra un problème à partir de 2004 et qu'il en sera ainsi jusqu'en 2020. Or, les mesures prévues par l'arrêté de pouvoirs spéciaux à confirmer n'atteindront leur vitesse de croisière et ne sortiront leurs pleins effets qu'à partir de 2015.

Enfin, le VLD constate que, dans les autres branches de la sécurité sociale, aucun autre arrêté de pouvoirs spéciaux n'a encore été pris qui étende les droits des femmes jusqu'à leur soixante-cinquième année. On ne propose pas non plus de solution aux problèmes qui se poseront à la suite du relèvement de l'âge de la pension pour les femmes d'une part, dans le régime de la prépension et, d'autre part, dans celui de la pension complémentaire.

N^o 2 DE M. COENE ET MME NELIS-VAN LIEDEKERKE

(Subsidiairement)

Art. 5

Compléter le § 1^{er} de cet article par ce qui suit :

«étant entendu que les articles 9 et 11 du même arrêté sont abrogés.»

Justification

Le Conseil d'État estime que la délégation de compétences au Roi prévue aux articles 9 (pension à mi-temps) et 11 (réévaluation du montant de la pension) est formulée en des termes trop généraux. Pour pouvoir être considérées comme admissibles, les délégations concernées devraient être définies de manière plus précise ou devraient, à tout le moins, indiquer les critères requis sur la base desquels il incombera au Roi d'exercer ces compétences.

N^o 3 DE MME NELIS-VAN LIEDEKERKE ET M. COENE

Art. 6

Compléter le 1^o de cet article par ce qui suit :

«à l'exception de l'article 1^{er}, 2^o qui est abrogé.»

De Raad van State stelt uitdrukkelijk: «De ontworpen regeling heeft, althans voor wat de pensioenen betreft welke daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan vanaf 1 juli 1997 tot gevolg dat het in de richtlijn 79/7/EEG voorgestane beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen inzake pensioenen pas tegen 1 januari 2009 volledig zal zijn verwezenlijkt. Weliswaar voorziet de betrokken richtlijn in een geleidelijke tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen, doch die richtlijn dateert reeds van 19 december 1978. In het licht van die vaststelling is het de vraag of de regeling welke het ontwerp op een geleidelijke wijze beoogt in te voeren, nog in redelijkheid in overeenstemming kan worden geacht met zonet de letter dan toch de geest van de richtlijn 79/7/EEG.»

Bovendien is de VLD van oordeel dat de oplossing voorzien in het te bekrachtigen volmachtenbesluit haar doel voorbijschiet.

Onderzoek heeft immers uitgewezen dat de betaalbaarheid van de pensioenen problematisch wordt vanaf het jaar 2004 en dat blijft tot het jaar 2020. Welnu, de maatregelen vervat in het te bekrachtigen volmachtenbesluit bereiken pas hun kruissnelheid en hun maximaal effect vanaf het jaar 2015.

Tenslotte stelt de VLD vast dat nog geen enkel volmachtenbesluit werd getroffen in de andere takken van de sociale zekerheid dat de rechten van vrouwen uitbreidt tot hun 65e jaar. Er werd ook nog geen oplossing geboden aan de problemen die naar aanleiding van de verhoging van de pensioenleeftijd voor vrouwen zullen rijzen bij enerzijds de regeling van het brugpensioen en anderzijds de regeling van het aanvullend pensioen.

Nr. 2 VAN DE HEER COENE EN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE

(Subsidiair)

Art. 5

Paragraaf 1 van dit artikel aanvullen als volgt :

«met dien verstande dat in het koninklijk besluit de artikelen 9 en 11 geschrapt worden.»

Verantwoording

De Raad van State meent dat de bevoegdheidsdelegaties aan de Koning in artikel 9 (halftijds pensioen) en in artikel 11 (herwaardering van het pensioenbedrag) in te algemene bewoordingen zijn geformuleerd. Om toelaatbaar te kunnen worden, zouden de betrokken delegatiebepalingen op een meer precieze wijze moeten worden omschreven of zouden minstens de nodige criteria moeten worden aangegeven op grond waarvan de Koning die bevoegdheid zal moeten uitoefenen.

Nr. 3 VAN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE EN DE HEER COENE

Art. 6

In dit artikel, het 1^o aanvullen als volgt :

«met dien verstande dat in het koninklijk besluit artikel 1, 2^o wordt geschrapt.»

Justification

Le Conseil d'État juge que le Roi n'est pas habilité à prévoir une exception à la norme de 1,5%.

Le Conseil d'État fait observer que :

«Le projet trouve son fondement légal à l'article 10, 5° de la loi sur les pouvoirs spéciaux dans le domaine social. Aux termes de cette disposition, le Roi peut «proroger, selon les modalités qu'Il détermine, la norme de 1,5% de croissance réelle maximale des dépenses.

Dans l'exposé des motifs, on peut lire, en ce qui concerne cette disposition, que «pour le futur, on recherchera dans quelle mesure des circonstances imprévisibles pourraient être prises en considération lors de la détermination de la norme de croissance».

Certes, le projet prolonge la norme de croissance, conformément au fondement légal indiqué, mais il attribue également au Roi le pouvoir de déterminer chaque année quelles dépenses exceptionnelles ne relèvent pas de l'application de la norme de croissance. Le Roi s'attribue donc la possibilité illimitée de déroger chaque année à la norme de croissance, fût-ce pour des dépenses exceptionnelles, dont la nature n'est toutefois précisée ni dans le texte même, ni dans le rapport au Roi. Il appartiendra donc au Roi de juger lui-même en toute autonomie de ce caractère exceptionnel.

L'article 10, 5° de la loi précitée du 26 juillet 1996, n'attribue pas au Roi le pouvoir de ne pas déterminer à l'avenir de normes de croissance maximales pour certaines catégories de dépenses, ni, moins encore, de déterminer des normes de croissance autres que celles fixées pour l'ensemble des dépenses, qu'Il doit d'ailleurs fixer de manière immuable à 1,5%, pour autant qu'Il fasse usage du pouvoir qui Lui est délégué. La délégation figurant à l'article 1^{er}, 2° du projet peut en outre, à défaut d'une quelconque indication, être difficilement réputée concerner la détermination des «modalités» de la prorogation de la norme de 1,5%. La citation de l'exposé des motifs reproduite ci-dessus semble d'ailleurs plutôt souligner que lors de la détermination même de la norme de croissance réelle, il peut être tenu compte de circonstances imprévues. Ce procédé s'inscrit dans le droit fil de la manière dont la norme de croissance a été fixée pour les années 1995 et 1996. Cette démarche ne correspond évidemment pas à la fixation de la norme de croissance réelle et elle prévoit en outre une échappatoire illimitée.

Force est dès lors de conclure que le système en projet ne s'inscrit pas intégralement dans le cadre de la disposition légale précitée: bien que le Roi soit compétent pour fixer les modalités en matière de prorogation de la norme de croissance, un pouvoir de dérogation aussi étendu que celui prévu au projet, va au-delà de la fixation de modalités. L'alinéa 3 en projet de l'article 40, § 1^{er} de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 doit par conséquent être supprimé.»

Pour des raisons politiques, le VLD s'oppose également à cette exception à la norme de 1,5%. Le gouvernement qui ne s'est pas contraint lui-même à respecter une norme de croissance maximale de 1,5% prend conscience qu'il ne peut satisfaire aux normes qu'il a lui-même imposées. Les facteurs exogènes prévus par cet arrêté royal seront utilisés pour démontrer que l'on a atteint la norme de 1,5% alors que l'on ne l'aura pas atteinte dans les faits. Le Conseil d'État parle par conséquent à juste titre d'une échappatoire illimitée.

N° 4 DE MME NELIS-VAN LIEDEKERKE ET M. COENE

Art. 6

Supprimer le 2° de cet article.

Verantwoording

De Raad van State oordeelt dat de Koning niet gemachtigd werd om te voorzien in een uitzondering op de 1,5%-norm.

De Raad van State stelt :

«Het ontwerp van besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 10, 5° van de sociale volmachtenwet. Luidens die bepaling kan de Koning de norm van 1,5% voor de maximale groei van de uitgaven verlengen, overeenkomstig de modaliteiten die hij bepaalt.

In de memorie van toelichting wordt bij die bepaling verklaard dat «in de volgende jaren zal moeten worden onderzocht in welke mate onvoorziene omstandigheden in aanmerking kunnen worden genomen bij het bepalen van de groeinorm».

Met het ontwerp wordt weliswaar, conform de aangegeven rechtsgrond, de groeinorm verlengd, maar wordt tevens aan de Koning de macht gegeven om jaarlijks te bepalen welke uitzonderlijke uitgaven niet vallen onder toepassing van de groeinorm. De Koning verleent zichzelf dus de onbeperkte mogelijkheid om jaarlijks van de groeinorm af te wijken, weze het voor uitzonderlijke uitgaven, waarvan de aard echter noch in de tekst zelf, noch in het verslag aan de Koning nader wordt toegelicht. Het is derhalve de Koning zelf die autonoom zal oordelen over dat uitzonderlijk karakter.

Artikel 10, 5° van de voornoemde wet van 26 juli 1996 verleent de Koning niet de bevoegdheid om in de toekomst voor bepaalde categorieën van uitgaven geen maximale groeinorm te bepalen, laat staan andere dan die welke vastgesteld worden voor het geheel van de uitgaven, welke hij bovendien, voor zover hij van de hem gedelegeerde bevoegdheid gebruik maakt, onveranderlijk moet bepalen op 1,5%. De in artikel 1, 2° van het ontwerp vervatte delegatie kan, bij gebrek aan enige aanwijzing, ook bezwaarlijk worden geacht betrekking te hebben op het bepalen van de «modaliteiten» bij het verlengen van de norm van 1,5%. Overigens lijkt het hiervoren overgeschreven citaat uit de memorie van toelichting veeleer te benadrukken dat bij het bepalen zelf van de reële groeinorm rekening kan worden gehouden met onvoorziene omstandigheden. Die werkwijze ligt in de lijn van de wijze waarop de groeinorm is bepaald voor de jaren 1995 en 1996. Dat is uiteraard iets anders dan de reële groeinorm te bepalen en tegelijk in een onbeperkte ontsnappingsroute te voorzien.

De slotsom moet dan ook zijn dat het ontworpen systeem niet geheel past in voornoemde wetsbepaling: hoewel de Koning bevoegd is om de modaliteiten te bepalen inzake de verlenging van de groeinorm, gaat een zo ruime afwijkmogelijkheid als die welke vervat in het ontwerp, het bepalen van de modaliteiten te buiten. Het ontworpen derde lid van artikel 40, § 1 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994, moet dan ook worden weggelaten.»

De VLD verzet zich ook om politieke redenen tegen deze uitzondering op de 1,5%-norm. Deze regering die zichzelf een maximale groeinorm van 1,5% heeft opgelegd, beseft dat zij niet kan voldoen aan de door haarzelf opgelegde normen. De exogene factoren waarin dit koninklijk besluit voorziet, zullen gebruikt worden om aan te tonen dat men de 1,5%-norm heeft gehaald terwijl men deze de facto niet zal gehaald hebben. De Raad van State spreekt bijgevolg terecht van een onbeperkte ontsnappingsroute.

Nr. 4 VAN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE EN DE HEER COENE

Art. 6

In dit artikel, het 2° doen vervallen.

Justification

L'article 6, 2° confirme l'instauration d'une intervention forfaitaire de 500 francs par admission dans un hôpital pour des prestations techniques médicales spéciales, et ce, indépendamment de l'exécution ou non de cette prestation au cours de l'hospitalisation.

Ce montant forfaitaire peut être cumulé avec la participation du bénéficiaire au coût d'une ou plusieurs prestations.

En d'autres termes, il est possible que le patient doive payer deux fois pour une seule et même prestation technique.

Il n'est pas correct de faire payer le patient deux fois pour la même prestation.

N° 5 DE MME NELIS-VAN LIEDEKERKE ET M. COENE

Art. 6

Supprimer le 3° de cet article.

Justification

L'arrêté de pouvoirs spéciaux à confirmer prévoit la création d'une cellule administrative provisoire auprès de l'I.N.A.M.I., cellule chargée de préparer le transfert des services et du personnel du fonds national de retraite des ouvriers mineurs à l'institut précité. Le cadre de cette cellule serait composé d'un administrateur général et d'un conseiller général.

Cet arrêté de pouvoirs spéciaux, qui sert en fait à caser un certain nombre de personnes liées à des partis politiques, soulève en outre des questions dans le chef du Conseil d'État.

Un différend oppose en effet le gouvernement au Conseil d'État en ce qui concerne la question de savoir qui peut être nommé dans la cellule administrative provisoire (et définitive) créée au sein de l'I.N.A.M.I. Le Conseil d'État estime qu'il ne peut s'agir que de l'ancien personnel du fonds national de retraite des ouvriers mineurs et des caisses de prévoyance. Le gouvernement estime quant à lui que d'autres personnes peuvent également être nommées.

Le Conseil d'État a formulé l'observation suivante: «Sauf en ce qui concerne l'appartenance linguistique, le projet lui-même ne contient aucune précision relative aux conditions dans lesquelles les candidats peuvent être nommés à l'une des fonctions, visés dans le projet, d'administrateur général et de conseiller général. Il ne pourra toutefois en résulter que l'application de l'arrêté en projet puisse se faire en ignorant la prescription de l'article 14, alinéa 2, de la loi précitée du 26 juillet 1996, selon laquelle les membres du personnel de la cellule administrative provisoire seront repris d'office dans la cellule administrative visée à l'article 135 de la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales, et l'exigence, inscrite dans cette dernière disposition législative, que la cellule administrative (définitive) soit composée exclusivement du personnel de l'administration centrale du fonds national de retraite des ouvriers mineurs et des caisses de prévoyance. Il résulte, en effet, de la combinaison des dispositions législatives précitées que les fonctions visées dans le projet ne pourront être occupées que par les membres du personnel mentionnés ci-dessus.»

Enfin, le VLD s'interroge sur l'urgence de cette mesure et sur la nécessité de recourir à un arrêté de pouvoirs spéciaux.

Verantwoording

Artikel 6, 2° bekrachtigt de invoering van een forfaitaire bijdrage van 500 frank bij een ziekenhuisopname voor speciale technische geneeskundige verstrekkingen en zulks ongeacht of deze verstrekking tijdens de opname wordt uitgevoerd of verstrekt.

Dit forfaitair bedrag kan worden gecumuleerd met het persoonlijk aandeel van de rechthebbende in de kosten van een of meer verstrekkingen zelf.

Met andere woorden, het is mogelijk dat de patiënt voor een technische prestatie twee keer betaalt.

Het is niet correct patiënten tweemaal voor dezelfde prestatie te laten betalen.

Nr. 5 VAN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE EN DE HEER COENE

Art. 6

In dit artikel, het 3° doen vervallen.

Verantwoording

De bedoeling van het te bekrachtigen volmachtenbesluit is de oprichting van de voorlopige administratieve cel bij het RIZIV belast met de voorbereiding van de overdracht van de diensten en het personeel van het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnerwerkers naar het RIZIV. De personeelsformatie zou bestaan uit een administrateur-generaal en een adviseur-generaal.

Niet alleen dient dit volmachtenbesluit om een aantal partijgebonden personen een benoeming te geven, bovendien stelt de Raad van State zich ernstige vragen bij dit volmachtenbesluit.

Tussen de regering en de Raad van State is immers een betwisting ontstaan over de vraag wie kan benoemd worden binnen de voorlopige en definitieve administratieve cel binnen het RIZIV. Volgens de Raad van State kan dit alleen het vroegere personeel zijn van het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnerwerkers en van de Voorzorgskassen. Volgens de regering kunnen naast het personeel van dit pensioenfonds ook nog anderen opgenomen worden.

De Raad van State stelt: «Het ontwerp bevat, behoudens op het vlak van taalaanhorigheid, geen nadere regeling met betrekking tot de voorwaarden waaronder gegadigden kunnen benoemd worden in één van de in het ontwerp bedoelde ambten van administrateur-generaal en adviseur-generaal. Zulks zal nochtans niet tot gevolg kunnen hebben dat met de toepassing van het besluit in ontwerp zou worden voorbijgegaan aan het voorschrift van artikel 14, tweede lid, van de voornoemde wet van 26 juli 1996, luidens welke bepaling de personeelsleden van de voorlopige administratieve cel van rechtswege worden opgenomen in de administratieve cel bedoeld in artikel 135 van de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen, en aan het in deze laatste wetsbepaling neergelegde vereiste dat de definitieve administratieve cel uitsluiten bestaat uit personeel van de centrale administratie van het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnerwerkers en van de Voorzorgskassen. Uit de voornoemde, in samenhang gelezen, wetsbepalingen volgt immers dat de in het ontwerp bedoelde ambten alleen zullen kunnen worden ingenomen door de zoëven vermelde personeelsleden.»

Tenslotte stelt de VLD zich vragen bij de hoogdringendheid van deze maatregel dat hij moet genomen worden in het kader van een volmachtenbesluit.

N° 6 DE MME NELIS-VAN LIEDEKERKE ET M. COENE

Art. 6

Supprimer le 4° de cet article.

Justification

L'arrêté de pouvoirs spéciaux a pour objet d'autoriser le Roi jusqu'au 31 août 1997 à modifier la nomenclature des médicaments sans tenir compte de la procédure et, en ce qui concerne les préparations magistrales, sans tenir compte des critères d'admission.

Le VLD n'est pas convaincu que ces mesures permettront de réaliser des économies.

Au contraire, pour ce qui est de la suppression du remboursement de toute une série de préparations magistrales, on peut s'attendre à l'apparition d'un processus de substitution. Les préparations magistrales seront de ce fait remplacées par des produits pharmaceutiques plus onéreux, ce qui entraînera un supplément de dépenses au lieu d'une économie pour l'assurance-maladie.

N° 7 DE MME NELIS-VAN LIEDEKERKE ET M. COENE

Art. 6

Supprimer les 6° et 7° de cet article.

Justification

Les arrêtés royaux à confirmer prévoient une diminution linéaire de 2% ou 3% d'un certain nombre d'honoraires, prix et interventions forfaitaires.

Le VLD constate que dans une réaction de panique, le gouvernement a décidé des mesures linéaires. Celles-ci ont touché aussi bien ceux qui sont restés dans les limites du budget prévu que ceux qui ont largement dépassé ce budget. Aussi cette mesure est-elle ressentie comme une injustice particulièrement flagrante par les catégories professionnelles qui ont respecté les limites du budget prévu.

En prenant des mesures linéaires, le gouvernement met lui-même en péril le processus de responsabilisation qu'il veut initier dans le monde médical. En effet, quelle catégorie professionnelle sera encore disposée à proposer elle-même des mesures d'économie lorsque le dépassement du budget par d'autres se traduit par la prise de sanctions linéaires qui touchent tout le monde?

En outre, certaines mesures ne font que déplacer les problèmes financiers.

La mesure de crise consistant à réduire de 2% les forfaits O, A, B, C, C+ et CD pour les maisons de repos et les M.R.S. fait reporter les conséquences financières sur les personnes âgées ou les C.P.A.S.

La réduction linéaire des forfaits aura pour conséquence que les M.R.P.A. et les M.R.S. demanderont une augmentation du prix de la journée au ministère des Affaires économiques. Cette augmentation une fois accordée, c'est évidemment le patient qui en supportera les répercussions financières. Le patient qui ne

Nr. 6 VAN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE EN DE HEER COENE

Art. 6

In dit artikel, het 4° doen vervallen.

Verantwoording

De bedoeling van dit volmachtenbesluit is tot 31 augustus 1997 de Koning de machtiging te geven om de nomenclatuur inzake geneesmiddelen te wijzigen zonder rekening te houden met de procedure en voor de magistrale bereidingen zonder rekening te houden met de aannemingscriteria.

De VLD is niet overtuigd dat door deze maatregelen besparingen kunnen worden gerealiseerd.

Integendeel, voor wat betreft de afschaffing van de terugbetaling van heel wat magistrale bereidingen kan verwacht worden dat een substitutie zal plaatsvinden. Hierdoor zullen de magistrale bereidingen vervangen worden door de duurdere farmaceutische produkten, wat in de ziekteverzekering zal leiden tot een meeruitgave in plaats van een besparing.

Nr. 7 VAN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE EN DE HEER COENE

Art. 6

In dit artikel, het 6° en het 7° doen vervallen.

Verantwoording

De te bekrachtigen koninklijk besluiten voorzien in een lineaire verlaging van een aantal honoraria, prijzen en forfaitaire tegemoetkomingen met 2% of 3%.

De VLD stelt vast dat in een paniecreactie de regering is overgegaan tot lineaire maatregelen. Deze maatregelen hebben zowel diegenen die binnen het voorziene budget zijn gebleven als diegenen die het hun voorziene budget ruim hebben overschreden, getroffen. Deze maatregel wordt dan ook door de beroepscategorieën die binnen het voorziene budget zijn gebleven als zeer onrechtvaardig aangevoeld.

Door het nemen van lineaire maatregelen ondergraaft de regering zelf het responsabiliseringsproces dat zij binnen de medische wereld op gang wil brengen. Welke beroepsgroep is immers nog bereid om zelf besparingsmaatregelen voor te stellen, wanneer het overschrijden van het budget door anderen leidt tot lineaire sancties die iedereen treffen?

Bovendien verschuiven sommige maatregelen alleen maar de financiële problemen.

De crisismaatregel waardoor voor de rustoorden en RVT's de forfaits O, A, B, C, C+, CD met 2% verminderd worden, verlegt de financiële gevolgen naar de bejaarden of naar de OCMW's.

De lineaire verlaging van de forfaits zal tot gevolg hebben dat de ROB's en de RVT's bij het ministerie van Economische Zaken een verhoging van de dagprijs gaan vragen. Eens die toegekend, liggen de financiële gevolgen natuurlijk bij de patiënt. De patiënt die de verhoogde dagprijs niet kan opbrengen, wendt

sera pas en mesure de faire face à cette augmentation de prix se tournera vers le C.P.A.S., lequel se verra à son tour dans l'obligation de récupérer ces dépenses soit à charge des membres de la famille, soit à charge de la collectivité.

N° 8 DE MME NELIS-VAN LIEDEKERKE ET M. COENE

Art. 6

Supprimer le 8° de cet article.

Justification

L'arrêté royal dont la confirmation est demandée prévoit que le montant de l'intervention personnelle des bénéficiaires dans le coût des prestations de santé reste fixé au montant nominal qui était d'application au 31 décembre 1996.

Parallèlement, le gouvernement prévoit une diminution de 3% des nombreux honoraires, prix et montants forfaitaires.

Il en découle que le gouvernement augmente le taux de l'intervention personnelle. Bref, c'est une fois de plus le patient qui paie l'addition.

N° 9 DE M. COENE ET MME NELIS-VAN LIEDEKERKE

Art. 7

Supprimer cet article.

Justification

Le VLD s'oppose au fait qu'un arrêté de pouvoirs spéciaux habilite le Roi à fixer le montant de l'indemnité d'incapacité primaire. L'arrêté de pouvoirs spéciaux confirme en effet que le Roi a toute latitude pour adapter le montant de cette indemnité.

N° 10 DE MME NELIS-VAN LIEDEKERKE ET M. COENE

Art. 10

Supprimer cet article.

Justification

Le VLD juge inadmissible de diminuer de moitié le supplément d'âge et de reculer de seize à dix-huit ans l'âge d'accès à la troisième catégorie relative aux suppléments d'âge sans prise en compte des revenus des parents.

Cette mesure est également caractéristique de la lâcheté de ce gouvernement. La jeune génération de parents va devoir participer à l'effort, alors que les parents dont le premier enfant bénéficie déjà d'un supplément d'âge continueront à recevoir ce supplément. Bref, ce gouvernement fait supporter le poids des économies à la jeune génération.

zich tot het OCMW en dit OCMW zal zich verplicht zien deze lasten te verhalen ofwel op de familieleden ofwel op de eigen gemeenschap.

Nr. 8 VAN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE EN DE HEER COENE

Art. 6

In dit artikel het 8° doen vervallen.

Verantwoording

Het te bekrachtigen koninklijk besluit voorziet in een regeling waardoor het bedrag van het persoonlijk aandeel in de kosten voor geneeskundige verstrekkingen blijft vastgesteld op het nominaal bedrag dat van toepassing was op 31 december 1996.

Tegelijkertijd voorziet de regering in de vermindering met 3% van heel wat honoraria, prijzen en forfaitaire bedragen.

Hieruit vloeit voort dat de regering het persoonlijk aandeel procentueel laat toenemen. Met andere woorden, de patiënt betaalt nogmaals de rekening.

Nr. 9 VAN DE HEER COENE EN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE

Art. 7

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

De VLD verzet zich tegen het feit dat bij volmachtenbesluit de Koning gemachtigd wordt om het bedrag van de primaire arbeidsongeschiktheidsuitkering te bepalen. Het volmachtenbesluit verleent immers nogmaals aan de Koning volmacht om het bedrag van de primaire arbeidsongeschiktheidsuitkering aan te passen.

Nr. 10 VAN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE EN DE HEER COENE

Art. 10

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

De VLD is van mening dat de halvering van de leeftijdstoelag en het uitstel van de leeftijdstoelag voor 16-jarigen tot het bereiken van de leeftijd van 18 jaar zonder rekening te houden met de inkomenssituatie van de ouders niet kan.

De maatregel illustreert ook de lafheid waarmee deze regering haar maatregelen neemt. De jonge generatie van ouders zal inleveren, terwijl de ouders wier eerste kind reeds een leeftijdstoelag heeft gekregen, deze leeftijdstoelag behouden. Met andere woorden, deze regering wentelt de besparingen af op de jongere generatie.

N° 11 DE M. COENE ET MME NELIS-VAN LIE-DEKERKE

Art. 11

Supprimer le 2° de cet article.

Justification

Le Conseil d'État a formulé trois observations fondamentales au sujet de l'arrêté royal à confirmer, observations qui ont amené le VLD à la conclusion que cet arrêté ne peut pas être confirmé par une loi :

1. Le Conseil d'État estime que l'arrêté royal concerne également la pension des magistrats. Le Conseil estime que « la loi du 26 juillet 1996 n'offre aucun fondement légal à cet effet. L'organisation des cours et tribunaux est en effet une prérogative de la Chambre des représentants et du Sénat. « Cette matière ne comprend pas seulement l'organisation des cours et tribunaux au sens strict, mais également d'autres aspects du fonctionnement du pouvoir judiciaire. Parmi ces aspects, il faut comprendre un certain nombre de matières relatives au statut des magistrats, telles que la pension, réglée, entre autres, par les articles 383 et 391 du Code judiciaire ».

Selon le Conseil d'État, la délégation de cette compétence est impossible :

« Vu la précision, susévoquée, que donne l'exposé des motifs, suivant laquelle les délégations accordées au Roi par le projet concernent uniquement des matières monocamérales visées à l'article 78 de la Constitution, le régime de pension des magistrats n'entre pas dans cette délégation.

En outre, l'article 152 de la Constitution prévoit que les juges sont mis à la retraite à un âge déterminé par la loi et bénéficient de la pension prévue par la loi. Il s'agit donc d'une compétence propre au législateur, que celui-ci ne peut déléguer en principe au pouvoir exécutif. À cet égard, il fut également constaté qu'il n'était apporté aucun élément susceptible de justifier l'existence de circonstances exceptionnelles ou de crise, qui entraveraient l'exercice normal du pouvoir législatif ».

2. Le Conseil d'État fait observer que les règles constitutionnelles d'égalité et de non-discrimination entre les Belges ne soient violées, étant donné que l'on prévoit un régime qui peut être différent selon la nature de la pension, la date du paiement de la pension, la nature des avantages y assimilés, etc.

3. Enfin, le Conseil d'État fait observer qu'à l'article 2 de l'arrêté, le législateur intervient dans une législation au sujet de laquelle un litige est pendant devant le Conseil d'État, section de législation.

Il estime devoir souligner que, même une confirmation ultérieure de l'arrêté concerné par la loi ne dispense pas d'un contrôle juridictionnel de l'admissibilité d'une pareille ingérence dans des procédures juridictionnelles en cours.

Dans une note en bas de page, le Conseil fait observer que « Ce contrôle pourra même s'effectuer, le cas échéant, à la lumière de la règle énoncée à l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales : « Le principe de la prééminence du droit et la notion de procès équitable consacrés par l'article 6 s'opposent à toute ingérence du pouvoir législatif dans l'administration de la justice dans le but d'influer sur le dénouement judiciaire d'un litige ».

Nr. 11 VAN DE HEER COENE EN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE

Art. 11

In dit artikel, het 2° doen vervallen.

Verantwoording

De Raad van State heeft 3 fundamentele opmerkingen over het te bekrachtigen koninklijk besluit die de VLD tot de conclusie leiden dat dit besluit niet bekrachtigd kan worden bij wet :

1. Volgens de Raad van State heeft het koninklijk besluit ook betrekking op het pensioen van de magistraten. De Raad van State stelt « dat de wet van 26 juli 1996 hiervoor geen rechtsgrond biedt. Het is immers aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan de Senaat voorbehouden de organisatie van de hoven en rechtbanken te regelen. « Deze aangelegenheid omvat niet alleen de organisatie van de hoven en rechtbanken strictu sensu, maar ook andere aspecten van de werking van de rechterlijke macht. Daaronder moet begrepen worden een aantal aangelegenheden in verband met het statuut van de magistraten, zoals het pensioen, geregeld in onder meer de artikelen 383 en 391 van het Gerechtelijk Wetboek. ».

Volgens de Raad van State is een delegatie van deze bevoegdheid onmogelijk :

« Gelet op de hiervoren vermelde in de memorie van toelichting gegeven verduidelijking, volgens welke de door het ontwerp aan de Koning verleende opdrachten enkel in artikel 78 van de Grondwet bedoelde monocamerale aangelegenheden betreffen, valt het pensioenstelsel van de magistraten niet onder de delegatie.

Bovendien bepaalt artikel 152 van de Grondwet dat de rechters in ruste worden gesteld op de bij de wet bepaalde leeftijd en dat zij het bij de wet bepaalde pensioen genieten. Het betreft dus een tot de eigen bevoegdheid van de wetgever behorende aangelegenheid welke deze, in beginsel, niet kan delegeren aan de uitvoerende macht. Terzake werd ook vastgesteld dat geen elementen werden aangereikt die het bestaan van uitzonderlijke of crisisomstandigheden zouden wettigen, waardoor een normale uitoefening van de wetgevende macht bemoeilijkt wordt. ».

2. De Raad van State wijst erop dat een gevaar bestaat dat de gelijkheid van de Belgen en het principe van de niet-discriminatie wordt geschonden aangezien men voorziet in een regeling die verschillend kan zijn al naargelang de aard van het pensioen, de datum waarop het pensioen is uitbetaald, de aard van de bijkomende voordelen...

3. Tenslotte wijst de Raad van State erop dat de wetgever in artikel 2 van het besluit ingrijpt in een wetgeving waarover een geschil aanhangig is bij de Raad van State, afdeling wetgeving.

Hij waarschuwt de regering dat zelfs een legislatieve bekrachtiging van het betrokken besluit achteraf, niet vrijstelt van een rechterlijke toetsing van de toelaatbaarheid van een dergelijk ingrijpen in hangende procedures voor de rechter.

In een noot bij zijn opmerking stelt de Raad van State : « Die toetsing zal in voorkomend geval zelfs kunnen gebeuren in het licht van het bepaalde in artikel 6 van het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden : « Le principe de la prééminence du droit et la notion de procès équitable consacrés par l'article 6 s'opposent à toute ingérence du pouvoir législatif dans l'administration de la justice dans le but d'influer sur le dénouement judiciaire d'un litige. ».

N° 12 DE M. COENE ET MME NELIS-VAN LIEDEKERKE

(Subsidiairement)

Art. 11

Compléter le 2° de cet article par ce qui suit :

« étant entendu que l'article 1^{er} et l'article 68, § 1^{er}, b) sont complétés par les mots « à l'exception des pensions de magistrats. »

Justification

Le Conseil d'État estime que l'arrêté concerne également la pension des magistrats. Le Conseil estime que la loi du 26 juillet 1996 n'offre pas de fondement légal à cet effet. L'organisation des cours et tribunaux est en effet une prérogative de la Chambre et du Sénat.

Pour faire droit à cette observation, le VLD propose d'excepter expressément les pensions des magistrats du champ d'application de l'arrêté royal à confirmer.

N° 13 DE MME NELIS-VAN LIEDEKERKE ET M. COENE

Art. 12

Supprimer cet article.

Justification

Le VLD propose de supprimer cet article parce que ses dispositions constituent une ingérence dans un litige en cours.

Le Conseil d'État a souligné la cause du problème :

« À cet égard, il y a lieu d'attirer l'attention sur la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, selon laquelle une disposition législative, adoptée en application d'une disposition d'une loi d'habilitation ou d'une loi de pouvoirs spéciaux prévoyant explicitement la confirmation des arrêtés d'exécution, ne peut être considérée comme ayant pour objet de paralyser le contrôle de légalité par le juge. La circonstance qu'une disposition réglementaire soit contestée en justice ou qu'elle puisse l'être, ne peut priver le législateur de l'exercice d'une compétence qu'il s'était expressément réservée.

Dans la mesure où les articles 5, § 2, 12 et 14 du projet tendent à procurer rétroactivement un fondement légal à certains actes d'exécution, ils ne le font pas en application d'une loi qui a attribué des pouvoirs spéciaux au Roi.

Le fait de procurer rétroactivement un fondement légal a une incidence sur les recours formés devant le Conseil d'État ou susceptibles de l'être, ainsi que sur les contestations relatives à ces actes d'exécution qui auraient été soumises aux cours et tribunaux ou qui pourraient l'être. Cela ne doit pas nécessairement signifier que le principe constitutionnel d'égalité serait violé en ce qu'il serait porté atteinte aux garanties juridictionnelles offertes à tous les citoyens. Il ne le serait que dans l'hypothèse où la rétroactivité aurait pour objectif unique ou principal d'influencer dans un sens déterminé l'issue d'une ou de plusieurs procédures judiciaires ou d'empêcher les juridictions

Nr. 12 VAN DE HEER COENE EN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE

(Subsidiair)

Art. 11

In dit artikel het 2° aanvullen als volgt :

« met dien verstande dat in artikel 1 en artikel 68, § 1, b) wordt aangevuld met de woorden « met uitzondering van de pensioenen van de magistraten. »

Verantwoording

Volgens de Raad van State heeft het koninklijk besluit ook betrekking op het pensioen van de magistraten. De Raad van State vindt dat de wet van 26 juli 1996 hiervoor geen rechtsgrond biedt. Het is immers aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan de Senaat voorbehouden de organisatie van de hoven en rechtbanken te regelen.

Om aan deze opmerking tegemoet te komen, stelt de VLD voor uitdrukkelijk de pensioenen van magistraten uit te sluiten van het toepassingsgebied van het te bekrachtigen koninklijk besluit.

Nr. 13 VAN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE EN DE HEER COENE

Art. 12

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

De VLD stelt voor dit artikel te schrappen omdat de bepalingen van dit artikel tussenkomen in een hangend geding.

De Raad van State legt de vinger op wonde :

« Er dient in dit verband te worden gewezen op de rechtspraak van het Arbitragehof luidens welke een wetsbepaling, aangenomen met toepassing van een bepaling van een opdrachtwet of een bijzondere-machtenwet die uitdrukkelijk in de bekrachtiging van de uitvoeringsbesluiten voorziet, niet geacht kan worden tot doel te hebben de rechterlijke wettigheidstoetsing onmogelijk te maken. De omstandigheid dat een verordeningsbepaling in rechte is aangevochten, of in rechte aanvechtbaar is, kan de wetgever er niet van weerhouden een bevoegdheid uit te oefenen die hij zich uitdrukkelijk heeft voorbehouden.

In zoverre de artikelen 5, § 2, 12 en 14 van het ontwerp ertoe strekken retroactief een rechtsgrond te bieden voor bepaalde uitvoeringsmaatregelen, gebeurt dit niet met toepassing van een wet die aan de Koning bijzondere machten heeft verleend.

Het retroactief verschaffen van een rechtsgrond heeft implicaties voor beroepen die bij de Raad van State zijn ingesteld, of die bij de Raad van State ingesteld kunnen worden, evenals voor betwistingen die in verband met die uitvoeringshandelingen ahangig zouden zijn bij de hoven en rechtbanken, of bij hen ahangig gemaakt kunnen worden. Dit hoeft niet noodzakelijk te betekenen dat het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel geschonden wordt, doordat afbreuk gedaan wordt aan de jurisdictionele waarborgen die aan alle burgers worden geboden. Dat zou wel het geval zijn wanneer het enige of hoofdzakelijke doel dat met de retroactiviteit wordt beoogd, erin zou bestaan de beslechting

de se prononcer sur une question de droit déterminée, sans que des circonstances exceptionnelles puissent raisonnablement justifier cette intervention.

En outre, il faut souligner que le fait de porter atteinte au principe fondamental de la sécurité juridique, qui résulte de la rétroactivité prévue par les validations considérées, ne peut en aucun cas être disproportionné par rapport à l'objectif visé par les dispositions concernées».

N° 14 DE M. COENE ET MME NELIS-VAN LIEDEKERKE

Art. 15

Supprimer le 2° de cet article.

Justification

L'arrêté royal à confirmer instaure une cotisation de solidarité de 7,5% sur la rémunération des étudiants, alors que ceux-ci n'acquièrent aucun droit en matière de sécurité sociale. Cet arrêté de pouvoirs spéciaux vise dès lors uniquement à procurer des ressources supplémentaires à l'État, à imposer des charges sociales supplémentaires.

Étant donné que le VLD est convaincu que seule une diminution des charges peut encourager la création d'emplois, nous proposons de supprimer le 2° de l'article 15.

N° 15 DE MME NELIS-VAN LIEDEKERKE ET M. COENE

Art. 15

Supprimer le 3° de cet article.

Justification

L'arrêté royal à confirmer instaure une cotisation de solidarité pour l'utilisation d'un véhicule mis gratuitement à disposition par l'employeur.

Cette cotisation constitue une augmentation pure et simple des charges sociales.

N° 16 DE M. COENE ET MME NELIS-VAN LIEDEKERKE

Art. 17

Supprimer le 2° de cet article.

Justification

En Belgique, la lutte contre le chômage constitue une des priorités absolues de la politique du gouvernement. Une des principales mesures susceptibles de créer des emplois est celle qui consiste à réduire les charges.

Majorer les cotisations sociales des indépendants va dès lors tout à fait à l'encontre de l'objectif de l'actuel gouvernement, qui

van een of meer rechtsgedingen in een bepaalde zin te beïnvloeden of rechtscolleges te beletten over een bepaalde rechtsvraag uitspraak te doen, zonder dat uitzonderlijke omstandigheden aanwezig zijn die dat redelijkerwijze kunnen verantwoorden.

Bovendien moet erop gewezen worden dat de aantasting van het grondbeginsel van de rechtszekerheid die het gevolg is van de retroactiviteit vervat in de bedoelde valideringen, in geen geval onevenredig mag zijn met het door de betrokken bepalingen beoogde doel.».

Nr. 14 VAN DE HEER COENE EN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE

Art. 15

In dit artikel, het 2° doen vervallen.

Verantwoording

Het te bekrachtigen koninklijk besluit voert een solidariteitsbijdrage van 7,5% op het loon van de student in, terwijl de studenten zelf geen rechten in de sociale zekerheid verwerven. De ratio legis van dit volmachtenbesluit is bijgevolg beperkt tot het puur verwerven van bijkomende inkomsten, het opleggen van nieuwe sociale lasten.

Aangezien de VLD gelooft dat enkel via een lastenverlaging de creatie van tewerkstelling kan aangemoedigd worden, verzoekt zij dan ook tot schrapping van punt 2 van artikel 15.

Nr. 15 VAN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE EN DE HEER COENE

Art. 15

In dit artikel, het 3° doen vervallen.

Verantwoording

Het te bekrachtigen koninklijk besluit voert een solidariteitsbijdrage in op het gebruik van een door de werkgever kosteloos ter beschikking gesteld voertuig.

Deze bijdrage is een pure lastenverhoging.

Nr. 16 VAN DE HEER COENE EN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE

Art. 17

In dit artikel, het 2° doen vervallen.

Verantwoording

De bestrijding van de werkloosheid behoort in België tot de topprioriteiten van het beleid. Eén van de belangrijkste instrumenten die tot jobcreatie kunnen leiden, is de lastenvermindering.

De verhoging van de sociale bijdragen voor zelfstandigen is dan ook volledig in tegenstrijd met de doelstelling van deze rege-

est d'encourager la création de nouveaux emplois. Le VLD estime que cette mesure est totalement inacceptable, d'autant plus qu'en Belgique, les nouveaux emplois sont surtout créés au sein des P.M.E.

N° 17 DE M. COENE ET MME NELIS-VAN LIEDEKERKE

(Subsidiairement)

Art. 17

Compléter le 2° de cet article par ce qui suit :

« étant entendu que l'article 4, 2°, est abrogé ».

Justification

Le VLD estime que l'harmonisation des cotisations sociales des indépendants à titre principal et de celles des indépendants à titre complémentaire ne permettra pas d'accroître les recettes du statut social des indépendants. Au contraire, nombre d'indépendants qui s'inscrivaient autrefois au statut social en tant qu'indépendants à titre complémentaire s'abstiendront à présent de le faire, ce qui accroîtra le travail au noir et privera en outre les pouvoirs publics de recettes fiscales. Les indépendants à titre complémentaire payaient en effet des impôts sur les revenus qu'ils percevaient du chef de leur activité indépendante, ce qui ne sera évidemment plus le cas s'ils travaillent au noir.

N° 18 DE M. COENE ET MME NELIS-VAN LIEDEKERKE

(Deuxième amendement subsidiaire)

Art. 17

Compléter le 2° de cet article par ce qui suit :

« , étant entendu que les articles 6 et 10, § 4, de l'arrêté royal sont abrogés ».

Justification

L'article 6 prévoit de conférer au Roi le pouvoir d'adapter notamment certains pourcentages et le montant du revenu professionnel.

Le Conseil d'État estime que cette délégation est formulée en des termes trop larges. Le projet n'indique en effet pas dans quelles limites, à quelles conditions et selon quelles normes le Roi est autorisé à modifier les dispositions de l'arrêté royal n° 38.

Pareille habilitation ne s'inscrit pas dans le cadre des pouvoirs que le Roi emprunte aux lois de pouvoirs spéciaux du 26 juillet 1996: elle aurait notamment pour conséquence que, dans les matières dont il est question, les pouvoirs spéciaux attribués par ces lois seraient indéfiniment prorogés par le Roi même au-delà des dates limites fixées par ces lois.

Afin de pouvoir se concilier avec les lois de pouvoirs spéciaux, la disposition de délégation doit indiquer les limites plus précises dans lesquelles le Roi peut procéder aux adaptations visées.

ring om het creëren van nieuwe jobs aan te moedigen. Temeer omdat in België het scheppen van nieuwe banen vooral in de KMO's gebeurt, is deze maatregel volgens de VLD totaal onaanvaardbaar.

Nr. 17 VAN DE HEER COENE EN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE

(Subsidiair)

Art. 17

In dit artikel, het 2° aanvullen als volgt :

« met dien verstande dat artikel 4, 2° wordt geschrapt ».

Verantwoording

De gelijkshakeling van de sociale bijdragen tussen de zelfstandigen in hoofdberoep en de zelfstandigen in bijberoep zal volgens de VLD niet leiden tot meer inkomsten voor het sociaal statuut der zelfstandigen. Integendeel, veel zelfstandigen die zich vroeger bij het sociaal statuut lieten inschrijven als zelfstandigen in bijberoep, zullen deze inschrijving nu nalaten. Hierdoor zal het zwart werk toenemen en zal de overheid bijkomend nog inkomsten uit belastingen derven. Zelfstandigen in bijberoep betaalden immers belastingen op hun inkomsten uit deze zelfstandige bezigheid. Bij zwart werk is dit niet langer het geval.

Nr. 18 VAN DE HEER COENE EN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE

(Sub-subsidiair)

Art. 17

In dit artikel, het 2° aanvullen als volgt :

« met dien verstande dat in het koninklijk besluit artikel 6 en artikel 10, § 4 worden geschrapt ».

Verantwoording

Artikel 6 voorziet in een machtiging aan de Koning om onder meer bepaalde percentages en het bedrag van de beroepsinkomsten aan te passen.

Die opdracht is volgens de Raad van State in te ruime bewoordingen geformuleerd. Het ontwerp geeft immers niet aan binnen welke perken, onder welke voorwaarden en volgens welke normen de Koning de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 38 kan wijzigen.

Een zodanige bevoegdheidstoekenning kan niet worden ingepast in de machten die de Koning ontleent aan de bijzondere machtenwetten van 26 juli 1996: zij zou met name tot gevolg hebben dat voor de hier aan de orde zijnde aangelegenheden de bijzondere machten van die wetten door de Koning zelf onbeperkt worden verlengd buiten de in die wetten gestelde tijdslijmieten.

Om bestaanbaar te zijn met de bijzondere machtenwetten moeten in de delegatiebepaling nadere grenzen worden aangegeven waarbinnen de Koning de bedoelde «aanpassingen» kan doen.

Nous estimons que la limitation nominale prévue, en vertu de laquelle l'augmentation de la cotisation et de la cotisation à charge des sociétés ne peuvent dépasser respectivement 7 000 francs et 17 500 francs, ne circonscrit pas de manière suffisante les pouvoirs attribués au Roi.

N° 19 DE MME NELIS-VAN LIEDEKERKE ET M. COENE

Art. 9

Supprimer le 3° de cet article.

Justification

Cette mesure passe à côté des problèmes structurels du financement de l'assurance-chômage.

Pour prévenir une augmentation des charges salariales, le gouvernement choisit de drainer les moyens affectés aux groupes à risques vers l'indemnisation des chômeurs temporaires et âgés.

L'explication du gouvernement selon laquelle un grand nombre de secteurs n'est pas créé d'organe de formation ou ne font absolument aucune usage des 0,20% ne suffit pas à justifier une réduction de moitié de ces cotisations.

Cette mesure est diamétralement opposée à la propre politique de l'emploi du gouvernement, axée sur des groupes-cibles. En outre, les moyens pour la politique active de l'emploi et/ou la formation permanente sont détournés au profit de la politique passive de l'emploi.

Si cette cotisation a généré autant de réserves financières, ou bien cela signifie que la cotisation de 0,20% constituait, pour de très nombreux employeurs, un prélèvement superflu ou exagéré, qui, pendant tout ce temps, a alourdi inutilement le coût du travail, ou bien cela prouve que le contrôle exercé par le gouvernement sur l'affectation des moyens financiers aux groupes à risques est lacunaire.

N° 20 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 3

Supprimer le 4° de cet article.

Justification

Le Conseil d'État fait observer que la réglementation proposée, qui prévoit que les charges inhérentes à la mission du Fonds belgo-congolais sont assumées intégralement par l'État belge et que celui-ci prend également à son compte l'ensemble des charges des emprunts que le fonds contracterait en vue de s'acquitter de sa mission, équivaut à une forme de débudgétisation pure et simple.

En effet, le paiement des indemnités ne figure plus au budget de l'État, bien que ce dernier le prenne entièrement à sa charge par le biais du préfinancement dont le fonds est chargé.

Selon le Conseil d'État, cette réglementation est contraire aux principes budgétaires généraux de l'annalité et de l'universalité.

De nominale beperking dat de bijdrageverhoging respectievelijk verhoging van de vennootschapsbijdrage beperkt moet blijven tot 7 000 frank respectievelijk 17 500 frank is onvoldoende als afbakening van de bevoegdheden verleend aan de Koning.

Nr. 19 VAN MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE EN DE HEER COENE

Art. 9

In dit artikel, het 3° doen vervallen.

Verantwoording

Deze maatregel gaat voorbij aan de structurele problemen van de financiering van de werkloosheidsverzekering.

Om een verhoging van de loonlasten te vermijden kiest de regering voor het wegdraineren van de middelen voor risicogroepen naar de vergoeding van tijdelijke en oudere werklozen.

De uitleg van de regering dat een groot aantal sectoren geen vormingsinstituut hebben opgericht of totaal geen gebruik maken van de 0,20% volstaat niet om deze bijdragen te halveren.

Deze maatregel gaat regelrecht in tegen het eigen doelgroepsgericht tewerkstellingsbeleid van de regering. Bovendien worden er middelen voor het actieve werkloosheidsbeleid en/of permanente vorming afgeroomd ten voordele van het passieve werkloosheidsbeleid.

Indien er zoveel financiële reserves zijn ontstaan uit deze bijdrage, betekent dit dat de bijdrage van 0,20% voor zeer veel werkgevers een overbodige of overdreven heffing was, die de arbeidskost al die tijd onnodig heeft verzaamd. Ofwel toont dit de gebrekkige controle aan van de regering op de besteding van de financiële middelen voor risicogroepen.

Luc COENE.

Lisette NELIS-VAN LIEDEKERKE.

Nr. 20 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 3

In dit artikel, het 4° doen vervallen.

Verantwoording

De Raad van State merkt op dat de voorziene regeling, krachtens welke de lasten die voortvloeien uit de taak van het Belgisch-Kongolees Fonds, volledig voor rekening van de Belgische Staat zijn en krachtens welke de Belgische Staat ook volledig de lasten voor zijn rekening neemt van de leningen die het Fonds zou aangaan om zijn taak te volbrengen, neerkomt op een zuivere vorm van debudgettering.

De betaling van de vergoedingen komt immers niet meer voor in de rijksbegroting, hoewel de Staat ze volledig voor zijn rekening neemt bij wijze van de vooruitfinanciering waarmee het Fonds wordt belast.

Deze regeling is volgens de Raad van State in strijd met de algemene begrotingsprincipes van annaliteit en universaliteit.

Comme le Conseil d'État le fait remarquer à juste titre, le gouvernement a clairement mis au point un montage visant à maintenir le paiement des indemnités en dehors du budget de l'État, alors que ce dernier les prend en charge intégralement au titre de préfinancement.

Il s'agit là effectivement d'une forme de débudgétisation pure et simple.

Cette observation est d'autant plus pertinente qu'il y a deux ans, le gouvernement fédéral entendait réduire de moitié, dans une loi dite interprétative, les interventions financières des intéressés. Faire sortir les moyens en question du budget prive dès lors les Chambres fédérales de la possibilité d'exercer un contrôle adéquat sur l'observation correcte de ce que la Cour de cassation a décidé par arrêt en l'espèce.

N° 21 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1°, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 2 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

À partir de l'exercice d'imposition 1995, le revenu cadastral imposable à l'impôt des personnes physiques augmente, en règle générale, de 25 %.

La majoration s'applique exclusivement aux contribuables assujettis à l'impôt des personnes physiques ou à l'impôt des non-résidents/personnes physiques.

La majoration s'applique aux immeubles non bâtis sis en Belgique qui ne sont pas donnés en location et qui en outre n'entrent pas en ligne de compte pour la déduction pour habitation ou qui sont donnés en location mais exclusivement dans la mesure où le locataire est une personne physique qui ne les affecte ni totalement ni partiellement à l'exercice de son activité professionnelle.

Le gouvernement propose à présent de porter cette majoration de 25 à 40 %.

Illustrons, par un exemple, l'incidence de cette mesure :

1. un immeuble non loué qui ne sert pas d'habitation au contribuable;
2. ou un immeuble donné en location à une personne physique qui n'affecte le bien loué ni totalement ni partiellement à l'exercice de son activité professionnelle;
3. ou bien un immeuble donné en location à une personne morale qui n'est pas une société en vue de la sous-location du bien à une ou plusieurs personnes physiques aux fins exclusives d'habitation.

L'immeuble a un revenu cadastral de 80 000 francs.

Pour l'exercice d'imposition 1997, le coefficient d'indexation est de 1,1840.

Zoals de Raad van State terecht opmerkt, heeft de regering duidelijk een constructie opgezet om de betaling van de vergoedingen buiten de rijksbegroting te houden, hoewel de Staat ze bij wijze van vooruitfinanciering volledig voor zijn rekening neemt.

Het betreft hier inderdaad een zuivere vorm van debudgettering.

Deze opmerking is des te prangender daar twee jaar geleden de federale regering in een zogenaamde interpretatieve wet de financiële tegemoetkomingen van de belanghebbenden met de helft wou verminderen. Een buiten begrotingstelling van bedoelde middelen ontnemt dan ook aan de federale Kamers de mogelijkheid om op een adequate wijze controle uit te oefenen op de correcte naleving van wat het Hof van Cassatie in deze bij arrest heeft beslist.

Nr. 21 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1°, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Met ingang van aanslagjaar 1995 wordt het kadastraal inkomen dat in de personenbelasting belastbaar is, in de regel verhoogd met 25 %.

De verhoging is uitsluitend van toepassing ten aanzien van belastingplichtigen die aan de personenbelasting of aan de belasting van niet-inwoners/natuurlijke personen onderworpen zijn.

De verhoging is van toepassing ten aanzien van gebouwde onroerende goederen die in België gelegen zijn en die niet verhuurd zijn en bovendien ook niet voor de woningaftrek in aanmerking komen, of, die wel verhuurd zijn, maar dan uitsluitend voor zover de huurder een natuurlijke persoon is die ze noch geheel, noch gedeeltelijk voor het uitoefenen van zijn beroepswerkzaamheid gebruikt.

De regering stelt nu voor om de verhoging met 25 % op te trekken tot 40 %.

Een voorbeeld verduidelijkt het effect van deze maatregel :

1. een niet-verhuurd gebouw dat niet dienst doet als woning van de belastingplichtige;
2. ofwel een gebouw dat verhuurd wordt aan een natuurlijk persoon die het in huur genomen goed noch geheel noch gedeeltelijk gebruikt voor het uitoefenen van zijn beroepswerkzaamheid;
3. ofwel een gebouw dat verhuurd wordt aan een rechtspersoon die geen vennootschap is, met het oog op de onderverhuuring ervan aan één of meer natuurlijke personen om uitsluitend als woning te worden gebruikt.

Het gebouw heeft een kadastraal inkomen van 80 000 frank.

Voor het aanslagjaar 1997 bedraagt de indexatiecoëfficiënt 1,1840.

Compte tenu du coefficient d'indexation 1997, le revenu cadastral imposable à l'impôt des personnes physiques doit être calculé comme suit :

$80\ 000 \times 1,1840 = 94\ 720$, arrondi à 94 700.

$94\ 700 + 40\ \% = 132\ 580$.

Une personne physique dont le taux d'imposition moyen pour l'impôt des personnes physiques est de 40%, paie donc 53 032 francs d'impôts (indexation + majoration de 40%) sur ce bien immeuble, sans tenir compte du précompte immobilier.

Avant l'indexation, ce même contribuable payait 32 000 francs d'impôts et 47 350 francs d'impôts (indexation + majoration de 25%) sur les revenus de 1996.

Inutile de préciser que cette mesure portera de nouveau un grave préjudice au secteur immobilier, qui subit déjà une crise profonde.

Cette majoration de 40% des revenus cadastraux constitue une discrimination grave vis-à-vis des propriétaires de secondes résidences qui sont donc lésés par rapport aux investisseurs en valeurs mobilières.

N° 22 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 3 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Les intérêts d'avances productives d'intérêts consenties par des administrateurs et des associés, sont, sous certaines conditions et dans certaines limites, requalifiés en dividendes.

Sera désormais considéré comme avance tout prêt d'argent, représenté ou non par des titres. La notion de « prêt d'argent » est nettement moins large que celle de « créance ».

Il sera procédé à la requalification dans la mesure où le taux d'intérêt est supérieur à celui du marché ou dans la mesure où les avances dépassent le capital libéré majoré des réserves taxées. La nouveauté est que le capital libéré sera désormais évalué à la fin de la période imposable, alors qu'en cas de continuation, les réserves taxées seront évaluées au début de la période imposable. S'il est procédé à une augmentation de capital au cours de la période imposable, il faudra dès lors en tenir compte pour déterminer si les avances productives d'intérêts excèdent ou non le seuil fixé.

Une autre modification permettra également de procéder à une requalification lorsque les avances sont consenties par les actionnaires de sociétés par actions. Il convient toutefois de préciser d'emblée que ce système de requalification ne sera applicable qu'aux avances qui sont consenties par des personnes physiques.

Dans le cadre de ce nouveau système, les intérêts d'avances productives d'intérêts pourront également être requalifiés si les avances sont consenties par une personne exerçant un mandat d'administrateur, de gérant, de liquidateur ou une fonction analogue. Les personnes visées en l'occurrence sont non seulement les personnes physiques, mais également les personnes morales.

Het in de personenbelasting belastbaar kadastraal inkomen moet, rekening houdende met de indexatiecoëfficiënt van 1997, als volgt worden berekend :

$80\ 000 \times 1,1840 = 94\ 720$, afgerond 94 700.

$94\ 700 + 40\ \% = 132\ 580$.

Een natuurlijk persoon met een gemiddelde aanslagvoet in de personenbelasting van 40% betaalt op zijn inkomsten 1997 aldus 53 032 frank belastingen (indexering + verhoging met 40%) op dit onroerend goed, de onroerende voorheffing buiten beschouwing gelaten.

Voor de indexering betaalde diezelfde belastingplichtige 32 000 frank belastingen en op zijn inkomsten 1996 betaalt hij 47 350 frank belastingen (indexering + verhoging met 25%).

Het hoeft geen betoog dat deze maatregel opnieuw ernstige schade zal toebrengen aan de vastgoedsector, die reeds in een diepe crisis verkeert.

Door de kadastrale inkomens te verhogen tot 40% worden de eigenaars van een tweede woning immers ernstig gediscrimineerd ten opzichte van de beleggers in roerende waarden.

Nr. 22 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 3 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Intresten van rentegevende voorschotten van bestuurders en vennoten worden, onder bepaalde voorwaarden en binnen bepaalde perken, geherkwalificeerd tot dividend.

Als voorschot wordt voortaan beschouwd, elk al dan niet door effecten vertegenwoordigde geldlening. Een geldlening gaat duidelijk minder ver dan een vordering.

De herkwalificatie vindt plaats in de mate dat de intresten hoger zijn dan de marktrente of in de mate dat de voorschotten hoger zijn dan het gestort kapitaal verhoogd met de belaste reserves. Nieuw is dat het gestorte kapitaal voortaan wordt beoordeeld bij het einde van het belastbaar tijdperk, terwijl de belaste reserves bij voortduur beoordeeld worden bij het begin van het belastbaar tijdperk. Een kapitaalverhoging die in de loop van het belastbaar tijdperk wordt doorgevoerd, telt bijgevolg voortaan wel mee om te beoordelen of de rentegevende voorschotten de gestelde grens wel of niet overschrijden.

Een andere wijziging heeft voor gevolg dat een herkwalificatie voortaan ook kan plaatsvinden wanneer de voorschotten worden toegestaan door aandeelhouders van aandelenvennootschappen. Er wordt echter meteen bijgezegd dat de herkwalificatieregeling uitsluitend kan gelden ten aanzien van voorschotten die toegestaan worden door natuurlijke personen.

In de nieuwe regeling zullen intresten van rentegevende voorschotten ook geherkwalificeerd kunnen worden als de voorschotten worden toegestaan door een persoon die een opdracht van bestuurder, zaakvoerder, vereffenaar of een gelijksoortige functie uitoefent. De hier bedoelde personen zijn niet alleen de natuurlijke personen maar ook de rechtspersonen.

Il pourra désormais aussi être procédé à une requalification si une avance productive d'intérêts est consentie par le conjoint d'un actionnaire d'une société de capitaux, ou encore par un enfant mineur non émancipé d'un gérant d'une société de personnes.

Il est manifeste qu'en prenant ces mesures, le gouvernement étend considérablement le système de requalification et augmente fortement la charge fiscale, tant pour les personnes physiques que pour les entreprises.

Il nous est dès lors impossible d'approuver ces mesures.

N° 23 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 4 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Le gouvernement entend harmoniser le statut fiscal des mandataires de sociétés en ne conservant plus que deux catégories de rémunérations, à savoir les rémunérations des travailleurs, d'une part, et les rémunérations des administrateurs et des gérants, qui constitueront désormais la catégorie dite des dirigeants d'entreprises, d'autre part. Par conséquent, la catégorie distincte des associés actifs est supprimée.

Cette nouvelle catégorie de rémunérations des dirigeants d'entreprises comprendra toutes les rétributions allouées ou attribuées :

a) à une personne physique, en raison de l'exercice d'un mandat d'administrateur, de gérant, de liquidateur ou de fonctions analogues;

b) à une personne physique qui exerce au sein de la société une activité ou une fonction dirigeante en dehors d'un contrat de travail.

L'harmonisation du régime de taxation des mandataires de sociétés induit les effets suivants :

— les gérants de sociétés de personnes qui ne sont pas associés sont désormais soumis au forfait pour frais exposés de 5 %;

— les associés actifs qui ne sont pas gérants et qui n'exercent pas de fonctions analogues et qui sont liés par un contrat de travail ne peuvent plus bénéficier du régime de la déduction des intérêts d'emprunts contractés pour acquérir des parts ou actions de la société;

— la réforme a des effets similaires en ce qui concerne la déduction des pertes de la société qui sont prises en charge;

— la réforme a également pour effet de rendre le régime de requalification des baux à loyer désormais applicable à toutes les personnes appartenant à la nouvelle catégorie des dirigeants d'entreprises;

— les personnes rangées actuellement dans la catégorie des associés actifs et qui seront rangées, à partir de l'année d'imposition 1998, dans la nouvelle catégorie des dirigeants d'entreprises ne pourront plus attribuer de revenus professionnels à leur conjoint aidant.

Voortaan zal er ook van herkwalificatie sprake kunnen zijn als een rentegevend voorschot wordt toegestaan door de echtgenoot van een aandeelhouder van een kapitaalvennootschap, of nog door een minderjarig niet-ontvoogd kind van een zaakvoerder van een personenvennootschap.

Het is duidelijk dat de regering met deze maatregelen de herkwalificatieregeling aanzienlijk uitbreidt en daardoor een omvangrijke belastingverhoging oplegt ten laste van zowel de natuurlijke personen als de bedrijven.

Deze maatregelen kunnen dan ook onmogelijk worden goedgekeurd.

Nr. 23 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 4 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

De regering wil het fiscaal statuut van vennootschapsmandatarissen harmoniseren door nog slechts twee categorieën van bezoldigingen over te houden, namelijk bezoldigingen van werknemers enerzijds en bezoldigingen van bestuurders en zaakvoerders, die men voortaan de categorie van de bedrijfsleiders gaat noemen, anderzijds. Bijgevolg wordt de afzonderlijke categorie van de werkende vennoten afgeschaft.

Tot deze nieuwe categorie van bedrijfsleiders zullen behoren, alle beloningen verleend of toegekend aan :

a) een natuurlijk persoon, wegens de uitoefening van een opdracht als bestuurder, zaakvoerder, vereffenaar of gelijksoortige functies;

b) een natuurlijk persoon die in de vennootschap een werkzaamheid of een leidende functie uitoefent buiten een arbeidsovereenkomst.

De harmonisatie van het taxatiestelsel van vennootschapsmandatarissen heeft volgende afgeleide effecten :

— zaakvoerders van personenvennootschappen die geen vennoot zijn, vallen voortaan ook onder het kostenforfait van 5 %;

— werkende vennoten die geen zaakvoerder zijn en geen analoge functie uitoefenen en door een arbeidsovereenkomst verbonden zijn, kunnen geen gebruik meer maken van het stelsel van de aftrek van intresten van kapitaaleningen aangegaan om aandelen van de vennootschap te verwerven;

— de hervorming heeft gelijkaardige gevolgen voor de aftrek van ten laste genomen vennootschapsverliezen;

— de hervorming heeft ook voor gevolg dat de herkwalificatieregeling inzake huurinkomsten voortaan van toepassing wordt op alle personen die behoren tot de nieuwe categorie van de bedrijfsleiders;

— personen die tot nog toe binnen de categorie van de werkende vennoten vallen en vanaf aanslagjaar 1998 onder de nieuwe categorie van de bedrijfsleiders vallen, kunnen geen beroepsinkomsten meer toekennen aan hun medehelpende echtgenoot.

Exemples

A. Un gérant d'une société de personnes, qui n'est pas associé, recourt aux frais professionnels forfaitaires :

Rémunération brute imposable

(après déduction des charges sociales) : 745 244 francs

Frais professionnels forfaitaires : 66 357 francs

Rémunération nette imposable : 678 887 francs

Selon le régime proposé, sa situation se présenterait comme suit :

Rémunération brute imposable

(après déduction des charges sociales) : 745 244 francs

Frais professionnels forfaitaires : 37 262 francs

Rémunération nette imposable : 707 982 francs

Par conséquent, son revenu net imposable augmente de plus de 29 000 francs.

B. Un gérant d'une société de personnes, qui n'est pas associé, donne un bien immobilier en location à la société.

Selon le régime proposé, une partie du loyer perçu sera taxé dans son chef à titre de rémunération.

Données :

R.C. : 72 000 francs

Loyer perçu : $12 \times 60\,000$ francs = 720 000 francs

Rémunération octroyée : 1 640 000 francs

Intérêts payés : 600 000 francs

Détermination du loyer normal : $72\,000 \times \frac{5}{3} \times 3 = 360\,000$ francs

Détermination du loyer excessif : $720\,000 - 360\,000 = 360\,000$ francs

Calcul du revenu imposable selon les règles actuelles :

Revenu immobilier

Loyer brut	720 000 francs
Frais : 40 %	288 000 francs
	<hr/>

Déduction intérêts	432 000 francs
	432 000 francs
	<hr/>

Net	0 franc
---------------	---------

Revenu professionnel

Rémunération brute	1 640 000 francs
Frais forfaitaires	93 200 francs
	<hr/>

Revenu net imposable	1 546 800 francs
--------------------------------	------------------

Calcul selon les règles proposées :

Revenu immobilier

Loyer brut : $720\,000 - 360\,000 =$	360 000 francs
Frais : 40%	144 000 francs
	<hr/>

Déduction intérêts	216 000 francs
	216 000 francs
	<hr/>

Net	0 franc
---------------	---------

Voorbeelden

A. Een zaakvoerder van een personenvennootschap die geen vennoot is, maakt gebruik van de forfaitaire beroepskosten :

Belastbare brutobezoldiging

(na aftrek sociale lasten) : 745 244 frank

Forfaitaire beroepskosten : 66 357 frank

Belastbare nettobezoldiging : 678 887 frank

Volgens de nieuwe regeling zal zijn situatie er als volgt uitzien :

Belastbare brutobezoldiging

(na aftrek sociale lasten) : 745 244 frank

Forfaitaire beroepskosten : 37 262 frank

Belastbare nettobezoldiging : 707 982 frank

Bijgevolg neemt zijn netto belastbaar inkomen toe met meer dan 29 000 frank.

B. Een zaakvoerder van een personenvennootschap die geen vennoot is, verhuurt een onroerend goed aan de vennootschap :

Volgens de nieuwe regeling zal een gedeelte van de ontvangen huur voortaan in zijn hoofde belast worden als een bezoldiging.

Gegevens :

KI : 72 000 frank

Ontvangen huur : $12 \times 60\,000$ frank = 720 000 frank

Toegekende bezoldiging : 1 640 000 frank

Betaalde intresten : 600 000 frank

Bepaling van de normale huur : $72\,000 \times \frac{5}{3} \times 3 = 360\,000$ frank

Bepaling van de overdreven huur : $720\,000 - 360\,000 = 360\,000$ frank

Hierna wordt vooreerst het belastbaar inkomen berekend volgens de huidige regels :

Onroerend inkomen

Brutohuur	720 000 frank
Kosten : 40 %	288 000 frank
	<hr/>

Aftrek intresten	432 000 frank
	432 000 frank
	<hr/>

Netto	0 frank
-----------------	---------

Beroepsinkomen

Brutobezoldiging	1 640 000 frank
Forfaitaire kosten	93 200 frank
	<hr/>

Netto belastbaar	1 546 800 frank
----------------------------	-----------------

Berekening volgens de nieuwe regels :

Onroerend inkomen

Brutohuur : $720\,000 - 360\,000 =$	360 000 frank
Kosten : 40%	144 000 frank
	<hr/>

Aftrek intresten	216 000 frank
	216 000 frank
	<hr/>

Netto	0 frank
-----------------	---------

Revenu professionnel	
Rémunération brute octroyée	1 640 000 francs
Requalification	360 000 francs
Rémunération brute	2 000 000 francs
Frais forfaitaires: 5 %	100 000 francs

Revenu net imposable 1 900 800 francs

Par conséquent, son revenu imposable augmente de 353 200 francs !

C. Rémunération de l'époux en tant qu'associé actif dans une S.P.R.L.: 1 950 000 francs. Sa femme exerce une activité professionnelle distincte qui lui a rapporté 350 000 francs net et assure également un travail de secrétariat dans la S.P.R.L. de son mari. Compte tenu des prestations fournies et de la rémunération normale y afférente, la quote-part attribuée à la femme peut être estimée à 400 000 francs.

Détermination du revenu net imposable:

	Homme	Femme
Rémunérations	1 950 000 francs	
Montant attribué	400 000 francs	400 000 francs
Bénéfice net		350 000 francs
Revenu net imposable	1 550 000 francs	750 000 francs

Désormais, il ne pourra plus y avoir d'attribution d'une quote-part des revenus au conjoint aidant, de sorte que le revenu net imposable du mari s'élèvera à 1 950 000 francs et celui de la femme à 350 000 francs, ce qui, eu égard à la progressivité de l'impôt, donnera lieu à une taxation plus élevée.

N° 24 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit:

« moyennant la modification suivante: l'article 5 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 23.

N° 25 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit:

« moyennant la modification suivante: l'article 6 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 23.

Beroepsinkomen	
Bruto toegekend	1 640 000 frank
Herkwalificatie	360 000 frank
Brutobezoldiging	2 000 000 frank
Forfaitaire kosten: 5 %	93 200 frank

Netto belastbaar 1 546 800 frank

Bijgevolg neemt zijn belastbaar inkomen toe met niet minder dan 353 200 frank.

C. Bezoldiging van de man als werkend venoot in een BVBA: 1 950 000 frank. Zijn vrouw oefent een afzonderlijke beroepswerkzaamheid uit die 350 000 frank netto-winst opbracht en helpt ook mee in de BVBA van de man waarin zijn het secretariaatswerk verricht. Rekening houdende met de geleverde prestaties en het daarbij behorende normale normale loon, mag de toekenning aan de vrouw worden geschat op 400 000 frank.

Vaststelling van het belastbaar netto-inkomen:

	Man	Vrouw
Bezoldigingen	1 950 000 frank	
Toekenning	400 000 frank	400 000 frank
Netto-winst		350 000 frank
Belastbaar netto-inkomen	1 550 000 frank	750 000 frank

Voortaan zal geen toekenning meer kunnen gebeuren aan de medehelpende echtgenoot, zodat het belastbaar netto-inkomen van de man 1 950 000 frank zal bedragen en dat van de vrouw 350 000 frank, wat ingevolge de progressiviteit van de tariefstructuur zal leiden tot een hogere belasting.

Nr. 24 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt:

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht: artikel 5 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 23.

Nr. 25 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt:

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht: artikel 6 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 23.

N° 26 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 7 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 23.

N° 27 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 10 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 23.

N° 28 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 11 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 23.

N° 29 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 12 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 23.

Nr. 26 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 7 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 23.

Nr. 27 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 10 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 23.

Nr. 28 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 11 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 23.

Nr. 29 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 12 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 23.

N° 30 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 22 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 23.

N° 31 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 23 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 23.

N° 32 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 42 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 23.

N° 33 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 44 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 23.

Nr. 30 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 22 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 23.

Nr. 31 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 23 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 23.

Nr. 32 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 42 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 23.

Nr. 33 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 44 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 23.

N° 34 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 45 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 23.

N° 35 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 46 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 23.

N° 36 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 48 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 23.

N° 37 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 8 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Les plus-values réalisées depuis le 27 septembre sur des actifs immatériels qui n'ont pas été comptabilisées par le contribuable sont désormais toujours taxées au tarif plein, sans possibilité d'étalement de la taxation en cas de remploi. Si par conséquent

Nr. 34 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 45 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 23.

Nr. 35 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 46 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 23.

Nr. 36 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 48 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 23.

Nr. 37 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 8 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Vanaf 27 september gerealiseerde meerwaarden op immateriële activa die door de belastingplichtige niet geboekt werden, worden voortaan altijd aan het volle tarief belast, zonder mogelijkheid van gespreide taxatie in geval van wederbelegging. Als

la clientèle constituée par soi-même doit être supposée ne pas avoir la nature d'immobilisation incorporelle, il en résulte que le prix de cette clientèle n'entre pas non plus en ligne de compte pour le système de l'impôt différé et étalé.

Il semble cependant que le traitement comptable préconisé par la loi du revenu de la vente d'actifs qui ne figuraient pas au bilan ne puisse être déterminant pour la qualification et le traitement fiscaux de ces revenus en tant que plus-values.

Le fait que le gouvernement n'est pas sûr de lui ressort de son point de vue en cas de cessation: la clientèle constituée par soi-même ne peut plus être caractérisée d'immobilisation incorporelle dans le cadre de la taxation différée et étalée, mais conserve son caractère d'immobilisation incorporelle dès qu'il y a cessation définitive.

N° 38 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit:

« moyennant la modification suivante: l'article 13 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Sous certaines conditions, les plus-values réalisées à l'occasion d'une cession à titre onéreux, sur des immeubles bâtis situés en Belgique, sont taxées comme des revenus divers, soit à un taux de 33%, en cas d'aliénation dans les 5 ans, soit à un taux de 16,5%, en cas d'aliénation après 5 ans.

Le gouvernement propose à présent de taxer de manière analogue les plus-values réalisées sur les immeubles, exception faite de la maison d'habitation.

Le gouvernement prévoit en effet d'instaurer une taxe spéciale sur la plus-value dans le cas où des particuliers et certaines personnes morales vendent des immeubles dans les cinq ans. Le taux de cette taxe est de 16,5% (à majorer d'une cotisation complémentaire de crise de 3%). Sont visées les plus-values réalisées à l'occasion d'une cession à titre onéreux, sur des immeubles situés en Belgique ou sur des droits réels autres qu'un droit d'emphytéose ou de superficie portant sur ces immeubles.

En taxant les plus-values réalisées sur des immeubles, le gouvernement paralyse totalement le propriétaire de biens immobiliers, qui doit déjà acquitter des droits d'enregistrement de 12,5%.

N° 39 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit:

« moyennant la modification suivante: l'article 14 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 38.

bijgevolg de zelf tot stand gebrachte cliënteel geacht moet worden niet de aard van immateriële vaste activa te hebben, dan volgt hier uit dat de verkoopprijs ervan ook niet in aanmerking komt voor het stelsel van de uitgestelde en gespreide belasting.

Nochtans lijkt het erop dat de boekhoudrechtelijke verwerkingwijze van de verkoopopbrengst van activa die niet op de balans stonden niet bepalend kan zijn voor de fiscale kwalificatie en behandeling van die opbrengsten als meerwaarden.

Dat de regering zelf niet zeker is van haar stuk blijkt uit haar standpunt terzake ingeval van stopzetting: de zelf opgebouwde cliënteel mag niet meer als een immaterieel vast actief worden aangemerkt in het kader van de uitgestelde gespreide taxatie, maar behoudt zijn karakter als immaterieel vast actief zodra er definitieve stopzetting is.

Nr. 38 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt:

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht: artikel 13 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Onder bepaalde voorwaarden worden de meerwaarden op in België gelegen ongebouwde onroerende goederen die naar aanleiding van een overdracht onder bezwarende titel zijn verkregen, belast als een divers inkomen, ofwel tegen een tarief van 33% bij vervreemding binnen de vijf jaar, ofwel tegen een tarief van 16,5% bij vervreemding na vijf jaar.

De regering stelt nu voor om ook de meerwaarden op gebouwen op gelijkaardige wijze te gaan belasten, met uitzondering van het woonhuis.

De regering voorziet immers de invoering van een bijzondere meerwaardebelasting ingeval privé-personen en bepaalde rechtspersonen gebouwen binnen vijf jaar verkopen. Het tarief van de belasting is 16,5% (te verhogen met 3% aanvullende crisisbijdrage). Geviseerd worden de meerwaarden op in België gelegen gebouwen of op zakelijke rechten op die gebouwen (andere dan erfpacht of opstal), die verwezenlijkt worden naar aanleiding van een overdracht onder bezwarende titel.

Door de meerwaarden op gebouwen te belasten maakt de regering de vastgoedbezitter absoluut immobiel, die reeds geconfronteerd wordt met registratierechten van 12,5%.

Nr. 39 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt:

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht: artikel 14 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 38.

N° 40 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 15 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 38.

N° 41 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 16 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 38.

N° 42 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 17 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 38.

N° 43 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 18 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 38.

Nr. 40 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 15 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 38.

Nr. 41 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 16 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 38.

Nr. 42 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 17 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 38.

Nr. 43 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 18 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 38.

N° 44 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 19 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 38.

N° 45 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : à l'article 32 de l'arrêté royal susvisé, l'article 223, 8^o, est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 38.

N° 46 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : à l'article 33 de l'arrêté royal susvisé, la disposition « et l'8^o » est supprimée à l'article 225, deuxième alinéa, 5^o. »

Justification

Voir l'amendement n° 38.

N° 47 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 36, 2^o et 3^o, de l'arrêté royal susvisé, est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 38.

Nr. 44 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 19 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 38.

Nr. 45 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : in artikel 32 van voornoemd koninklijk besluit wordt artikel 223, 8^o, geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 38.

Nr. 46 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : in artikel 33 van voornoemd koninklijk besluit wordt in artikel 225, tweede lid, 5^o, de bepaling « en 8^o » geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 38.

Nr. 47 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 36, 2^o en 3^o, van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 38.

N° 48 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 37 de l'arrêté royal susvisé, est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 38.

N° 49 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 38, 2^o, de l'arrêté royal susvisé, est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 38.

N° 50 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 47 de l'arrêté royal susvisé, est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 38.

N° 51 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 20 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

L'indexation automatique des barèmes fiscaux a été suspendue pour une période de quatre ans maximum à partir de l'exercice d'imposition 1994.

Nr. 48 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 37 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 38.

Nr. 49 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 38, 2^o, van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 38.

Nr. 50 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 47 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 38.

Nr. 51 VAN DE HEER COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 20 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

De automatische indexering van de belastingschalen werd opgeschort voor een periode van ten hoogste vier jaar vanaf aanslagjaar 1994.

Le gouvernement propose de maintenir cette non-indexation pour les revenus des années 1997 et 1998.

Cette mesure compromet totalement la réforme fiscale de 1988, qui était intervenue après plusieurs années de lutte en vue de faire admettre le principe de l'indexation des barèmes fiscaux dans la législation fiscale. Ce principe paraissait pourtant définitivement acquis. Les effets néfastes de l'inflation sur la pression fiscale en cas de non-indexation des barèmes fiscaux sont suffisamment connus.

Beaucoup s'étaient plus particulièrement laissé convaincre par l'expérience des années septante. Les fortes hausses d'impôt connues au cours de cette période découlaient essentiellement de l'inflation, les contribuables passant automatiquement dans les barèmes fiscaux supérieurs. Tout le monde paraissait dès lors convaincu du caractère pervers de ce système.

La non-indexation des barèmes fiscaux constitue en fait un plan pluriannuel visant à augmenter chaque année la pression fiscale. Force est de constater que le rythme de l'augmentation dépend du taux d'inflation. Cela a une implication budgétaire et politique.

L'implication budgétaire réside dans le fait que le produit de ces augmentations d'impôts est extrêmement aléatoire, dans la mesure où l'on ignore quel sera le taux d'inflation à l'avenir. Il est difficile de comprendre pourquoi le gouvernement a opté pour une technique d'imposition dont le produit est à ce point tributaire du rythme de l'inflation, rythme sur lequel il n'a aucun contrôle.

L'implication politique de la désindexation des barèmes fiscaux réside dans le fait que l'augmentation de la pression fiscale dans notre pays est déterminée par des instances étrangères, étant donné que l'inflation est déterminée à l'étranger. La Belgique renonce donc sciemment à une partie de sa souveraineté. Le parlement, qui, aux termes de la Constitution, devrait déterminer les barèmes d'imposition, est mis hors jeu.

D'un point de vue opportuniste, la désindexation des barèmes fiscaux est évidemment très attrayante pour le gouvernement. Celui-ci doit en effet se présenter une seule fois devant le parlement pour obtenir une augmentation des impôts.

La désindexation des barèmes fiscaux a également des conséquences importantes sur l'assise de l'économie belge. Chaque fois qu'un choc inflationniste se produit à l'étranger, la pression fiscale augmente dans notre pays. Les travailleurs ne restent cependant pas passifs face à cette augmentation de la pression fiscale. Une partie importante est en effet compensée sous la forme de salaires bruts élevés.

Il s'en suit que chaque fois qu'un choc inflationniste se produit à l'étranger, la compétitivité de l'économie belge se détériore.

La désindexation des barèmes fiscaux a également un caractère régressif. En raison de l'inflation, les contribuables se trouvent soumis à des barèmes, c'est-à-dire à des taux de plus en plus élevés. Cet effet se fait cependant surtout sentir au niveau des bas et moyens revenus, qui n'ont pas encore atteint le barème maximum. Les «heureux» contribuables qui ont déjà atteint le maximum ne peuvent donc être pénalisés davantage. Si la désindexation était maintenue pendant un temps suffisamment long, tout le monde finirait par être soumis au barème le plus élevé. Cela signifie également qu'au fur et à mesure que le temps passe, la progressivité du système fiscal diminue.

Le gouvernement propose également de ne plus indexer les montants maxima pris en considération pour l'octroi d'une réduction d'impôt. L'avantage fiscal pour l'épargne-pension et l'assurance-vie individuelle non lié à un emprunt hypothécaire est, par conséquent, considérablement limité. Concrètement cela revient à ne plus réindexer, à partir de 1999, les montants limite pour l'épargne-pension et l'épargne à long terme.

De regering stelt voor om de niet-indexering te verlengen voor de inkomsten van de jaren 1997 en 1998.

Hierdoor wordt de belastinghervorming van 1988 helemaal op de helling gezet. Deze hervorming was er gekomen na jarenlange strijd om het principe van de indexering van de belastingsschalen te erkennen in de belastingwetgeving. Het leek er nochtans op dat dit principe voorgoed verworven was. De ongunstige effecten van inflatie op de belastingdruk wanneer de belastingsschalen niet geïndexeerd zijn, zijn voldoende gekend.

Vooraf de ervaring van de jaren zeventig had velen overtuigd. De grote belastingverhogingen die we in die periode gekend hebben, waren hoofdzakelijk het resultaat van de inflatie, die de belastingbetalers automatisch in hogere belastingsschalen duwde. Het leek er dan ook op dat iedereen overtuigd was van de perversiteit van dit systeem.

Het niet-indexeren van de belastingsschalen is in feite een meerjarenplan om de belastingdruk elk jaar te verhogen. Het eigenaardige van dit systeem is dat het ritme van de stijging afhankelijk wordt gesteld van het inflatieritme. Dit heeft een budgettaire en een politieke implicatie.

De budgettaire implicatie is dat de opbrengsten van deze belastingverhogingen uiterst onzeker zijn omdat de toekomstige inflatie onzeker is. Het is moeilijk te begrijpen waarom de regering gekozen heeft voor een techniek van belastingheffing die de opbrengst op zo een extreme manier afhankelijk maakt van het inflatieritme, waarover ze trouwens geen controle heeft.

De politieke implicatie van de desindexering van de belastingsschalen is dat de stijging van de belastingdruk in ons land bepaald wordt door buitenlandse instanties, omdat de inflatie in het buitenland wordt bepaald. België staat hier doelbewust zijn soevereiniteit af. Het parlement dat grondwettelijk over de belastingtarieven moet beslissen, wordt buiten spel gezet.

De desindexering van de belastingsschalen is natuurlijk vanuit politiek-opportunistisch oogpunt voor de regering heel aantrekkelijk. De regering moet immers slechts éénmaal naar het parlement gaan om de belastingverhoging te verkrijgen.

De desindexering van de belastingsschalen heeft ook belangrijke gevolgen voor het draagvlak van de Belgische economie. Telkens wanneer een buitenlandse inflatoire schok optreedt, stijgt de belastingdruk in ons land. De toegenomen belastingdruk wordt echter door de werknemers niet passief ondergaan. Een belangrijk deel ervan wordt afgewenteld in de vorm van hoge brutolonen.

Het gevolg is dat bij iedere buitenlandse inflatoire schok, de competitiviteit van de Belgische economie automatisch verslechtert.

De desindexering van de belastingsschalen heeft ook een regressief karakter. De inflatie drukt de belastingbetalers in steeds hogere belastingsschalen, waar hogere tarieven gelden. Dit effect is echter het grootst voor de lagere en middeninkomens, die de schaal met het maximumtarief nog niet hebben bereikt. De «gelukkigen» die er reeds zijn, kunnen niet verder in nog ongunstigere schalen geduwd worden. Wanneer de desindexering lang genoeg aangehouden wordt, geraakt op de duur iedereen in de top van de belastingsschaal. Dit betekent ook dat naarmate de desindexering langer wordt aangehouden, de progressiviteit van het belastingstelsel daalt.

De regering stelt ook voor om de bedragen van de maxima die voor belastingvermindering in aanmerking worden genomen, niet langer te indexeren. Het fiscaal voordeel dat verbonden is aan het pensioensparen en de individuele levensverzekering die niet met een hypothecaire lening is verbonden, wordt bijgevolg aanzienlijk beperkt. Concreet komt het hier op neer dat er inzake de grensbedragen voor het pensioensparen en het lange termijnsparen geen herindexering komt vanaf 1999.

N° 52 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 29 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

La déduction de pertes antérieures est une fois de plus limitée. Depuis l'exercice d'imposition 1996, les pertes professionnelles ne peuvent plus être déduites du bénéfice de la période imposable lorsqu'il s'agit d'une « société dormante ».

Le gouvernement propose à présent de refuser la déduction de pertes antérieures dans le cas d'une modification du contrôle de l'actionariat qui n'est pas justifiée par des motifs économiques légitimes.

Le gouvernement ouvre ainsi manifestement la voie à l'arbitraire et accorde une compétence d'appréciation exagérée à l'administration. Qu'entend-on au demeurant par des « motifs économiques légitimes » lorsqu'il s'agit de la prise de contrôle ou de la modification du contrôle d'une société ?

N° 53 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 43 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 52.

N° 54 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 31 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Le gouvernement avait initialement l'intention d'élargir l'assiette de l'impôt des personnes morales en y ajoutant les dépenses rejetées et ce, pour toutes les personnes morales assujetties à cet impôt, à l'exclusion de l'Etat, des communautés, des régions, des provinces, des agglomérations, des fédérations de communes, des communes, des centres publics d'aide sociale et des institutions ecclésiastiques publiques.

Nr. 52 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 29 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

De aftrek van vorige verliezen wordt nogmaals beperkt. Vanaf aanslagjaar 1996 mogen beroepsverliezen niet worden afgetrokken van de winst van het belastbare tijdperk wanneer het om een « slapende vennootschap » gaat.

Nu stelt de regering voor om de aftrek van vorige verliezen te weigeren indien er een wijziging optreedt in de controle van het aandeelhouderschap welke niet gerechtvaardigd wordt door rechtmatige economische motieven.

De regering opent hier duidelijk de weg naar heel wat willekeur en naar een te ruime beoordelingsbevoegdheid vanwege de Administratie. Wat zijn immers « rechtmatige economische motieven » indien het over verwerving of over wijziging van de controle over een onderneming gaat ?

Nr. 53 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 43 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 52.

Nr. 54 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 31 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Oorspronkelijk was de regering van plan om de grondslag van de rechtspersonenbelasting voor alle aan deze belasting onderworpen rechtspersonen, met uitsluiting van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de openbare kerkelijke instellingen, te verruimen met de verworpen uitgaven.

Cela signifie que les dépenses rejetées auraient été imposées dans le cadre de l'impôt des personnes morales pour tous les contribuables assujettis à cet impôt et ce, de la même manière que dans l'impôt des sociétés, c'est-à-dire au taux de 39% (majoré de trois centimes additionnels représentant la cotisation complémentaire de crise).

À la suite d'une série d'observations critiques qui ont été formulées à ce sujet, la mesure relative à l'imposition des dépenses rejetées n'a été maintenue que pour les entreprises publiques énumérées à l'article 180 du C.I.R. 1992.

Le VLD estime que tant les entreprises publiques que les entreprises privées doivent pouvoir pénétrer le marché dans les mêmes conditions de concurrence et doivent par conséquent être imposées de manière identique lorsqu'elles exercent des activités économiques similaires.

Cette thèse suppose toutefois que l'on aligne globalement les régimes d'imposition et non que l'on applique de manière fractionnée au secteur public certains principes d'imposition en vigueur dans le secteur privé.

Cette mesure établit en outre des discriminations injustifiées entre personnes morales, alors que le principe constitutionnel d'égalité interdit manifestement de telles discriminations. On peut d'ores et déjà prédire que cette mesure fera l'objet de recours en annulation devant la Cour d'arbitrage.

N° 55 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant les modifications suivantes : à l'article 33 de l'arrêté royal susvisé, la disposition « 222, 1^o, 2^o et 4^o et » est supprimée à l'article 225, 1^o, et la disposition « 222, 3^o et » est supprimée à l'article 225, 2^o. »

Justification

Voir l'amendement n° 54.

N° 56 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 34 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 54.

Dit betekent dat de verworpen uitgaven in de rechtspersonenbelasting voor alle aan die belasting onderworpen belastingplichtigen op dezelfde wijze belast zouden worden als in de vennootschapsbelasting tegen het tarief van 39% (plus 3 opeen-tiemen aanvullende crisisbijdrage).

Ingevolge een aantal kritische opmerkingen die terzake geformuleerd werden, wordt de maatregel met betrekking tot de belasting van de verworpen uitgaven alleen nog behouden voor de publieke ondernemingen die in artikel 180 WIB 1992 opgesomd staan.

De VLD is van mening dat zowel de openbare als de private ondernemingen onder gelijke concurrentievoorwaarden de markt moeten kunnen betreden en bijgevolg voor gelijkaardige economische activiteiten op identieke wijze moeten worden belast.

Deze stelling veronderstelt echter een globale gelijkshakeling van de belastingstelsels en niet een gefractioneerde toepassing van bepaalde belastingprincipes uit de private sector op de openbare sector.

Bovendien creëert deze maatregel onverantwoorde discriminaties tussen rechtspersonen die manifest verboden worden door het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel. Men kan nu reeds voorstellen dat tegen deze maatregel beroepen tot nietigverklaring zullen worden ingesteld voor het Arbitragehof.

Nr. 55 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : in artikel 33 van voornoemd koninklijk besluit wordt in artikel 225, 1^o de bepaling « 222, 1^o, 2^o en 4^o en » en in artikel 225, 2^o de bepaling « 222, 3^o en » geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 54.

Nr. 56 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 34 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 54.

N° 57 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1°, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 38, 1°, de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 54.

N° 58 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1°, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 41 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Le gouvernement prévoit un certain nombre de mesures en vue d'assouplir les conditions permettant de lever le secret bancaire.

La première de ces mesures consiste à abandonner la condition de complicité dans le chef de la banque en ce qui concerne la fraude fiscale qui serait commise par le client. Par conséquent, il ne sera désormais plus exigé qu'une banque participe activement à un mécanisme de fraude fiscale dans le cadre duquel il est fait usage des services bancaires.

Ensuite, le secret bancaire ne pourra pas seulement être levé dès qu'existera un mécanisme de fraude fiscale, mais aussi dès qu'un tel mécanisme sera en préparation. Il s'ensuit non seulement qu'il ne sera pas requis que le mécanisme existe déjà, mais qu'il ne faudra pas non plus que le fisc démontre qu'une fraude fiscale est effectivement commise.

Par cette série de mesures, le gouvernement s'en prend clairement au petit épargnant. Outre qu'il accroît la charge fiscale sur les produits de l'épargne, il crée un climat de suspicion en assouplissant les conditions permettant de lever le secret bancaire et en rendant obligatoire la déclaration par l'épargnant des comptes financiers qu'il détient à l'étranger.

N° 59 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1°, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 39 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

À partir de l'an prochain, les contribuables/personnes physiques devront mentionner dans leur déclaration l'existence de comptes bancaires à l'étranger ainsi que le ou les pays où ces comptes sont ouverts.

Nr. 57 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1°, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 38, 1°, van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 54.

Nr. 58 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1°, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 41 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

De regering voorziet een aantal maatregelen met het oog op de versoepeling van de voorwaarden om over te kunnen gaan tot de opheffing van het bankgeheim.

In de eerste plaats vervalt de vereiste van medeplichtigheid in hoofde van de bank wat de belastingfraude betreft die door de cliënt zou worden gepleegd. Bijgevolg is het in de toekomst niet langer vereist dat een bank actief betrokken is bij een mechanisme van belastingfraude waarbij gebruikgemaakt wordt van bankdiensten.

Vervolgens zal het bankgeheim niet enkel opgeheven kunnen worden zodra een mechanisme van belastingontduiking bestaat, maar ook zodra dergelijk mechanisme nog niet hoeft te bestaan, maar ook dat het niet vereist is dat de belastingadministratie het werkelijk plegen van belastingfraude aantoonde.

De regering pakt met dit maatregelpakket duidelijk de kleine spaarder aan. Niet alleen verhoogt zij de belastingen op de spaarprodukten, maar bovendien creëert zij een sfeer van verdachtmaking door de versoepeling van de voorwaarden om het bankgeheim op te heffen en de verplichting tot het bekendmaken van zijn financiële rekeningen in het buitenland.

Nr. 59 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1°, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 39 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Belastingplichtigen/natuurlijke personen zullen vanaf volgend jaar in hun aangifte melding moeten maken van het bestaan van buitenlandse bankrekeningen en van het land of de landen waar die rekeningen geopend zijn.

Parallèlement, le code impose désormais expressément aux habitants du Royaume de communiquer, à la demande de l'administration, les livres et documents relatifs à ces comptes étrangers.

L'instauration de cette nouvelle obligation permettra d'appliquer l'ensemble du système en matière d'établissement de l'impôt, système qui englobe la possibilité de demander des renseignements, l'imposition d'office et les sanctions pénales.

La mention des comptes dans la déclaration constitue sans doute une nouvelle information importante, puisqu'elle permettra à l'appareil d'investigation du fisc de se mettre en branle (pour demander des renseignements aux contribuables, à des tiers, à des administrations étrangères, etc.). Le fisc pourra demander à connaître le montant se trouvant sur un compte ainsi que l'origine de l'argent.

En arrêtant ces mesures, le gouvernement s'en prend clairement aux petits épargnants. Non seulement il augmente les impôts perçus sur les produits d'épargne, mais il crée une ambiance de suspicion en assouplissant les conditions de levée du secret bancaire et en imposant l'obligation de déclarer ses comptes financiers à l'étranger.

N° 60 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 1^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 40 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir l'amendement n° 59.

N° 61 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 2^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 4 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

L'instauration d'une taxe sur la livraison matérielle de titres au porteur revient de toute évidence à accorder des subsides directs aux banquiers étrangers, principalement luxembourgeois. À défaut d'harmonisation européenne sur le plan fiscal, une telle mesure est manifestement contre-productive. L'utilisation de titres matériels au porteur est un atout pour la Belgique par comparaison avec d'autres centres financiers, mais la mesure projetée en réduit incontestablement l'attrait, ce qui favorisera la fuite des investisseurs.

Le gouvernement estime que l'instauration de la nouvelle taxe vise à contribuer à la modernisation des marchés financiers belges en encourageant les investisseurs à se tourner vers les titres immatériels. C'est la raison pour laquelle l'investisseur qui

Parallèle daarmee wordt voor rijksinwoners in het wetboek de uitdrukkelijke verplichting ingeschreven om, op verzoek van de Administratie, de boeken en bescheiden betreffende die buitenlandse rekeningen voor te leggen.

De invoering van deze nieuwe verplichting zal toelaten het gehele stelsel inzake de vestiging van de belasting toe te passen, met daaronder de mogelijkheid tot het vragen van inlichtingen, de ambtshalve aanslag en de strafrechtelijke sancties.

De vermelding van de rekeningen in de aangifte vormt wellicht een belangrijke nieuwe informatie aangezien hiermee het onderzoeksapparaat van de fiscus in werking kan treden (inlichtingen opvragen bij de belastingplichtigen, bij derden, bij buitenlandse administraties, enz.). Het bedrag van de rekening kan gevraagd worden, alsook waar het geld vandaan komt.

De regering pakt met dit maatregelenpakket duidelijk de kleine spaarder aan. Niet alleen verhoogt zij de belastingen op de spaarprodukten, maar bovendien creëert zij een sfeer van verdachtmaking door de versoepeling van de voorwaarden om het bankgeheim op te heffen en de verplichting tot het bekendmaken van zijn financiële rekeningen in het buitenland.

Nr. 60 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 1^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 40 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 59.

Nr. 61 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 2^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 4 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

De invoering van een belasting op de materiële aflevering van effecten aan toonder is duidelijk een rechtstreekse subsidie aan buitenlandse en vooral Luxemburgse bankiers. Dergelijke maatregel werkt in een fiscaal niet-geharmoniseerd Europa duidelijk contra-productief. Het feit dat in België wordt gewerkt met materiële effecten aan toonder is een troef tegenover andere financiële centra en deze maatregel vermindert hier ongetwijfeld de aantrekkingskracht van, zodat beleggers zullen uitwijken.

Volgens de regering wil men met de nieuwe belasting een bijdrage leveren tot de modernisering van de Belgische financiële markten en dit door de investeerders ertoe aan te zetten over te gaan tot transacties met gedematerialiseerde effecten. Vandaar

s'en tient encore à la livraison physique de titres au porteur doit en quelque sorte être sanctionné. L'objectif paraît de toute façon peu crédible et pourrait plutôt être qualifié d'euphémisme.

N° 62 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter l'article 2, 2^o, par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 5 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Voir la justification de l'amendement n° 61.

N° 63 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Supprimer le 3^o de cet article.

Justification

La taxe sur les organismes de placement collectif a été instaurée en Belgique, en 1993, par analogie avec la «taxe d'abonnement» similaire de 0,06% qui était déjà d'application, à l'époque, aux S.I.C.A.V. luxembourgeoises.

Depuis, le taux de cette taxe sur les S.I.C.A.V. globales luxembourgeoises (fonds de fonds) et les S.I.C.A.V. de trésorerie luxembourgeoises a déjà été ramenée, en 1996, à 0,03% et un projet de loi, dont l'élaboration est déjà très avancée, envisage de ramener le taux de cette taxe sur ces mêmes S.I.C.A.V. à 0,02% en 1997 et à 0,01% en 1998.

En étendant cette taxe, le gouvernement va à l'encontre de cette tendance au lieu de la suivre.

Il est clair qu'il découragera ainsi encore davantage l'épargne belge.

Il s'agit en effet en l'occurrence d'une forme pure et simple d'impôt sur la fortune.

N° 64 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter le 4^o de cet article par ce qui suit :

« moyennant la modification suivante : l'article 2 de l'arrêté royal susvisé est abrogé. »

Justification

Il est évident que la disposition en question a pour effet d'attribuer au fisc des compétences encore plus larges en matière de perception des taxes.

een soort «sanctie» voor wie nog zweert bij de fysieke aflevering van toonderpapier. Deze toelating klinkt alleszins weinig geloofwaardig en verdient eerder het predikaat «eufemisme».

Nr. 62 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 2^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 5 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Zie amendement nr. 61.

Nr. 63 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 3^o, schrappen.

Verantwoording

De taks op de collectieve beleggingsinstellingen werd in 1993 in België ingevoerd naar analogie van de soortgelijke «taxe d'abonnement» van 0,06%, die toen reeds van toepassing was op de Luxemburgse sicavs.

Inmiddels werd het tarief van deze taks voor Luxemburgse «dakfondsen» (fund of funds) en Luxemburgse thesauriesicavs in 1996 reeds verminderd tot 0,03% en is er in een vergevorderd wetsontwerp sprake om voor dezelfde sicavs het tarief van deze taks nog verder te herleiden tot 0,02% in 1997 en 0,01% in 1998.

In plaats van deze tendens te volgen, doet onze regering juist het omgekeerde en breidt zij deze taks nog verder uit.

Dat zij hierdoor het Belgische spaarwezen verder ontmoedigd, hoeft geen betoog.

In principe gaat het hier immers om een zuivere vorm van vermogensbelasting.

Nr. 64 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 4^o, aanvullen met wat volgt :

« mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt. »

Verantwoording

Het is duidelijk dat betreffende bepaling voor gevolg heeft dat de fiscus nog maar eens ruimere bevoegdheden toegemeten krijgt inzake de inning van de belastingen.

De la sorte, les pouvoirs publics plongent de plus en plus le contribuable dans une atmosphère de suspicion, dans laquelle l'Administration fiscale s'arroge de plus en plus de moyens d'intervention et la sécurité juridique du contribuable va en s'amenuisant.

En effet, l'I.S.I. intervient journallement de manière très dure dans le secteur privé, souvent avec pour unique objectif de semer la frayeur. Le fisc ne tient toutefois aucun compte des frais élevés que de telles enquêtes engendrent pour les entreprises concernées et du préjudice causé à leur clientèle.

L'on peut se demander, dès lors, comment concilier cette tendance avec le «modèle de collaboration entre le fisc et le contribuable» que le ministre des Finances a qualifié, en son temps, c'est-à-dire, à l'occasion de la présentation de son plan quinquennal, de formule idéale.

N° 65 DE MM. COENE ET HATRY

Art. 2

Compléter le 5^o de cet article par ce qui suit :

«moyennant la modification suivante : l'article 1^{er} de l'arrêté royal susvisé est abrogé.»

Justification

Étant donné la portée pratique de la nouvelle définition, la taxe de patente s'étendra aussi, dorénavant, notamment au débit de boissons dont le taux d'alcool est en soi inférieur à 22% du volume, mais qui contiennent de l'alcool distillé.

Renseignements pris, il apparaît que la taxe de patente serait également rendue applicable au débit de crème de cassis, par exemple, ou de cocktails préparés en boîtes ou en bouteilles (par exemple gin tonic en boîtes), etc.

En outre, elle pourrait être rendue applicable au débit de boissons comme le Gancia et le Campari, du moins pour autant que ces boissons contiennent également de l'alcool distillé, ce qui ne sera, manifestement, pas toujours le cas.

Il est toutefois frappant que le gouvernement fasse uniquement mention, dans son rapport au Roi, de la diminution du taux de la taxe de patente et de la suppression des limites maximales et minimales, et qu'il reste muet sur l'extension de la taxe de patente à d'autres types de boissons.

Le texte en question est donc extrêmement trompeur.

Er wordt dan ook vanuit de overheid naar de belastingplichtige toe meer en meer een sfeer van «verdachtmaking» gecreëerd, waarbij de fiscale administratie zich steeds meer middelen toeëigent om te kunnen optreden en de rechtszekerheid van de belastingplichtige alsmaar afneemt.

Dagelijks worden wij immers geconfronteerd met het zeer harde optreden van de BBI in de privé-sector, dat vaak alleen maar bedoeld is om af te schrikken. De fiscus houdt echter geen rekening met de hoge kosten die dergelijke onderzoeken meebrengen voor de betrokken bedrijven en met de schade die wordt aangericht naar de klanten van deze bedrijven toe.

De vraag stelt zich dan ook hoe deze tendens kan verzoend worden met het «samenwerkingsmodel tussen fiscus en belastingplichtige», dat destijds door de minister van Financiën als ideaalbeeld werd naar voren gebracht bij de voorstelling van zijn vijfjarenplan.

Nr. 65 VAN DE HEREN COENE EN HATRY

Art. 2

Artikel 2, 5^o, aanvullen met wat volgt :

«mits volgende wijzigingen worden aangebracht : artikel 1 van voornoemd koninklijk besluit wordt geschrapt.»

Verantwoording

De praktische draagwijdte van de nieuwe omschrijving is dat het vergunningsrecht nu onder meer ook van toepassing wordt bij het schenken van dranken waarvan het alcoholgehalte op zich minder dan 22 volumeprocenten bedraagt, maar die wel gedistilleerde alcohol bevatten.

Navraag leert dat het vergunningsrecht daarmee ook van toepassing zou worden bij het schenken van bijvoorbeeld crème de cassis of van voorgemaakte cocktails in blikjes en flesjes (bv. gin-tonic in blikjes), enz.

Bovendien kan het van toepassing worden bij het schenken van dranken als Gancia en Campari, althans voor zover die dranken ook gedistilleerde alcohol bevatten, wat blijkbaar niet altijd het geval zou zijn.

Merkwaardig is echter dat de regering in haar verslag aan de Koning enkel gewag maakt van de vermindering van het tarief van het vergunningsrecht en de afschaffing van de boven- en ondergrens, maar dat zij zwijgt in alle talen over de uitbreiding van het vergunningsrecht naar andere dranksoorten toe.

De tekst terzake is dan ook uiterst misleidend.

Luc COENE.
Paul HATRY.